

LE BOLSCHEVIK

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE

LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALE (QUATRIEME-INTERNATIONALISTE)

Automne 2001

N° 157

5 FF

L'attaque contre le World Trade Center

A bas la répression à l'intérieur du pays et les « représailles » impérialistes !

L'éditorial du *Monde*, dans son édition spéciale sur l'attaque terroriste indéfendable contre le World Trade Center et le détournement d'avions civils, s'égosillait : « Nous sommes tous Américains ! » Seule la perspective de représailles impérialistes sanglantes contre les peuples du Proche-Orient et d'Asie centrale pouvait exalter la bourgeoisie française, la puissance la plus anti-américaine d'Europe de l'Ouest, au point de faire une telle déclaration. Effectivement la réaction du gouvernement français sur le plan intérieur ne s'est pas fait attendre : trois heures après l'attaque il annonçait la réactivation du plan Vigipirate, plan redoutable et détestable. Des milliers de paramilitaires ont été lâchés dans tout le pays ; des bandes de soldats armés de mitraillettes patrouillent les gares et le métro ; ils arrêtent tous ceux qu'ils considèrent comme ayant l'air « suspect », c'est-à-dire pas « français », pour vérifier leurs papiers et les harceler.

Ces mesures d'Etat policier contre la population d'origine arabe ou immigrée d'autres origines en France, reflète, au niveau de la France, les mesures de guerre impérialiste de l'OTAN. Le mercredi 12 septembre l'OTAN a pris des mesures sans précédent, invoquant l'« article 5 » qui oblige toutes les puissances de l'OTAN à se joindre à une riposte militaire commune face à une attaque contre l'un de ses membres. Pendant que les vautours impérialistes se préparent à des frappes aériennes meurtrières contre l'Afghanistan, Israël se déchaîne contre la Cisjordanie ; rien que le 12 septembre, ils ont assassiné 11 Palestiniens. Prétendre que tous les Arabes sont des terroristes est un mensonge raciste ! Disons-le clairement : que ce soit au Vietnam, en Irak ou dans les Balkans, les pires terroristes du monde sont ceux qui se drapent de l'écharpe tricolore ou de la bannière étoilée ; ils caquettent sur la « démocratie » mais ils exploitent et assassinent les travailleurs partout dans le monde.

Nous condamnons l'acte de terrorisme qui a coûté la vie à d'innombrables innocents aux Etats-Unis. Mais nous mettons en garde : en ce moment des criminels bien pires sont en train de manipuler cyniquement la colère justifiée des masses. A Berlin, sur une banderole accrochée devant l'ambassade américaine, un manifestant exprimait ainsi consciemment ses craintes : « S'il vous plaît, pas de vengeance. Pas de troisième guerre mondiale. »

En France, les minorités ethniques et nationales ne sont pas la seule cible des mesures d'Etat policier. Qu'y a-t-il de plus commode pour Chirac et Jospin qu'une orgie raciste d'union sacrée pour détourner le mécontentement qui gronde dans la classe ouvrière contre les fermetures d'usines et les licenciements, ainsi que les attaques contre les retraites, l'éducation et la santé ? Les bureaucrates syndicaux sacrifient déjà aux patrons les intérêts de classe des travailleurs sur l'autel sanglant de l'« unité nationale ». Gayssot, le ministre PC des transports, joue un rôle crucial dans la mise en œuvre du plan Vigipirate qui étouffe les libertés et met un frein à la résistance et à l'autodéfense de la classe ouvrière. Des dirigeants syndicaux italiens ont appelé à des grèves réactionnaires « contre le terrorisme et pour la démocratie », se joignant ainsi aux héritiers carrément fascistes de Mussolini dans l'Alleanza Nazionale. Des chefs syndicaux australiens et italiens ont décommandé des grèves au nom de l'unité avec le gouvernement capitaliste. De tels agissements ne font qu'encourager la bourgeoisie à extorquer des travailleurs des sacrifices encore plus grands. Déjà après Gênes les gouvernements européens avaient annoncé la formation d'une force de police multinationale. Maintenant, profitant des actes terroristes horribles et indéfendables aux Etats-Unis, le ministre italien de l'Intérieur se lave les mains du sang de Carlo Giuliani : hier, il a annoncé

M 2651 - 157 - 5,00 F - 0,76 € - RD



A bas Vigipirate !

A bas la campagne « sécuritaire » raciste du gouvernement PS-PC !

L'article suivant a été écrit avant l'attaque du World Trade Center. Les arguments développés en sont d'autant plus importants avec la mise en place de Vigipirate qui amène une répression terriblement accrue contre les jeunes des minorités. A bas Vigipirate !

* * *

Dans la matinée du 2 septembre à Béziers, les tueurs experts du Groupe d'intervention de la police nationale (GIPN) ont assassiné Safir Bghioua de sang froid. Celui-ci s'en était pris la veille à la police avec un lance-roquettes et avait tué le chef de cabinet du maire. Cet incident a déclenché une vague d'hystérie dans la presse bourgeoise, avec des titres comme : « Apprenti caïd ou "fou d'Allah" ? » (*le Parisien*, 4 septembre). Les Renseignements généraux sont en train d'investiguer des liens avec le terrorisme islamique. La presse bourgeoise tempête aussi sur la possible connexion entre les armes de Bghioua et les Kosovars. A bas la campagne d'hystérie raciste contre les jeunes des banlieues ! En réalité, il y a une frénésie autour de Béziers parce que Safir Bghioua était un jeune comme des milliers d'autres, qui en ont ras le bol d'être contrôlés et ségrégués dans les banlieues et harcelés quotidiennement par les flics : toute une couche de la population *sympathise* avec Bghioua.

Ces événements suivent l'annonce par Jospin dans son discours de rentrée du 28 août qu'il va mener « une bataille de l'insécurité », en faisant la promesse que son gouvernement va « lutter contre les problèmes posés par une partie de la jeunesse violente, et lutter contre l'économie souterraine et la drogue » (*le Monde*, 30 août). Dans la crise économique actuelle, le chômage augmentera pour tous, mais particulièrement pour les jeunes et les minorités ethniques. Déjà, les jeunes immigrés (des pays hors UE) de 16 à 25 ans se trouvent au chômage pour près de 50 % d'entre eux officiellement. Dans la mesure où la bourgeoisie n'a pas de travail pour toute une couche de jeunes et ne peut donc pas tirer du profit de leur travail, cette population est considérée comme un « surplus » à assassiner et à incarcérer.

La rentrée a commencé avec une escalade dans la sale guerre raciste contre « l'insécurité ». L'« insécurité » est le thème que pousse le gouvernement Jospin pour sauver sa peau lors des prochaines élections présidentielles. Le but est d'alimenter un climat d'hystérie contre les jeunes des banlieues et les sans-papiers, en les présentant comme des éléments criminels pour dévier la colère de la classe ouvrière face aux fermetures d'usine, aux plans de licenciements, au chômage. Dans l'arsenal de la bourgeoisie pour cette campagne figurent de nouvelles statistiques soi-disant sur l'augmentation de la délinquance, qui en fait ne mesurent que l'augmentation de la terreur policière dans les banlieues. Le ministre de l'Intérieur a vanté l'œuvre accomplie par le gouvernement bourgeois de Jospin-Gayssot, disant que « les gouvernements de droite n'ont pas fait grand-chose pour la sécurité », alors que « le gouvernement Jospin a décidé la création de six mille deux cents postes supplémentaires de policiers, de vingt mille adjoints de sécurité et l'ouverture de six cents nouveaux bureaux de police » (*le Parisien*, 6 septembre), sans oublier les flics de



Dominique Faget/AFP

Les tueurs du GIPN envoyés par le gouvernement pour traquer et assassiner Safir Bghioua à Béziers le 2 septembre

« proximité », l'augmentation des peines, etc. Ces milliers de flics supplémentaires patrouillent les ghettos; tout mouvement d'un jeune fait l'objet d'un contrôle et d'un rapport augmentant les chiffres de la délinquance.

La raison d'être de l'Etat bourgeois, c'est de défendre la propriété privée et les intérêts de classe de la *bourgeoisie*, contre les travailleurs et les opprimés. Avec la campagne « sécuritaire » le gouvernement vise les minorités ethniques et les jeunes dans les cités-ghettos pour augmenter massivement le dispositif policier et les pouvoirs répressifs de l'Etat bourgeois.

La « gauche » pseudo-trotskyiste reste largement silencieuse face à l'augmentation de la répression et de l'oppression racistes dans les banlieues dont le but est de diviser la classe ouvrière en s'attaquant aux couches les plus vulnérables de la société. Lutte ouvrière (LO), loin de protester contre la campagne sécuritaire raciste, écrit : « L'insécurité pourrit la vie de beaucoup de gens, surtout dans les quartiers populaires. Mais le chômage, la multiplication des emplois précaires [...] là il y a des solutions qu'un gouvernement qui serait vraiment au service des classes laborieuses pourrait appliquer rapidement, qui amélioreraient considérablement la vie des travailleurs et qui permettraient en plus de mieux lutter contre l'insécurité » (*Lutte Ouvrière*, 7 septembre). Ils ignorent les minorités et les jeunes qui sont les premiers visés et qui subissent le plus le chômage.

Un parti léniniste d'avant-garde lutterait contre les préjugés racistes qui divisent et affaiblissent la classe ouvrière, et il la mobiliserait en lutte contre la terreur raciste du gouvernement de front populaire. LO, qui a toujours été une organisation économiste, abandonne tout comme les

Suite page 23

Défense du peuple palestinien !

Les assassins sionistes intensifient la guerre contre les Palestiniens

4 juin - La défense du peuple palestinien contre le pouvoir capitaliste de l'Etat sioniste israélien se pose avec la plus extrême urgence pour les travailleurs et les minorités du monde entier. L'utilisation, il y a deux semaines, d'avions de combat F-16 fournis par les Etats-Unis pour détruire des sites de l'Autorité palestinienne (AP) était une déclaration d'intention meurtrière de la part du gouvernement du Premier ministre Ariel Sharon. En réponse aux pressions des Etats-Unis à la suite de l'attaque des F-16, Sharon a cyniquement annoncé un « cessez-le-feu limité », au cours duquel l'armée israélienne a tué une dizaine d'autres Palestiniens et envahi des zones soi-disant « autonomes » des territoires occupés, détruisant fermes et maisons. Aujourd'hui, suite à l'attentat, condamnable, commis contre une discothèque de Tel-Aviv dans la nuit de vendredi, même ce simulacre de cessez-le-feu a pris fin brutalement, le régime sioniste préparant des représailles.

Face à la menace d'une « attaque aérienne de très grande ampleur » de la part d'Israël, qui affirme désormais officiellement que l'Autorité palestinienne est une « organisation terroriste », Yasser Arafat, le président de l'AP, s'est incliné devant les ultimatum américain et israélien exigeant de lui qu'il impose aux Palestiniens un cessez-le-feu et qu'il arrête les supposés « terroristes ». Mais, comme le disait un militant palestinien de Ramallah, « cela fait des mois qu'Arafat donne des ordres pour arrêter les tirs, mais ce n'est pas à Arafat de décider ». Si, pour l'instant, les Israéliens se retiennent, essentiellement pour calmer leurs protecteurs américains, un responsable de la sécurité israélienne a qualifié la situation de « sursis pour l'AP ».

L'armée a accentué l'étranglement des ghettos arabes de Cisjordanie et de la bande de Gaza assiégés, et une cohue frénétique a entouré une mosquée de Tel-Aviv aux cris de « Mort aux Arabes ! » Les Israéliens parlent d'une « apocalypse » imminente contre les Palestiniens. Aux Etats-Unis, William Safire, un sioniste forcené, s'égosille dans sa chronique du *New York Times*: « Que Sharon soit Sharon »,



Castellnuovo/NY Times

Un camp de réfugiés palestiniens à Gaza, rasé par l'armée israélienne en avril



Ahmed Jaghalian/Reuters

Bande de Gaza, 17 septembre: l'armée israélienne attaque avec des chars un groupe de jeunes lanceurs de pierres palestiniens.

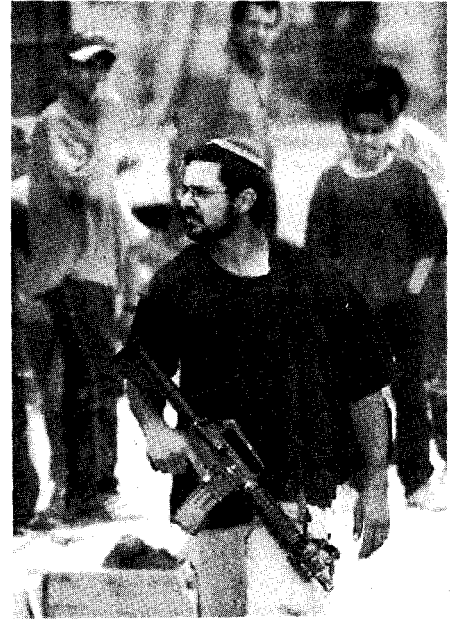
ce qui est un appel à peine voilé à une répétition du massacre de Sabra et Chatila de 1982, deux camps de réfugiés palestiniens au Liban où quelque 2 000 d'entre eux furent assassinés sous les ordres de Sharon.

Le régime israélien a montré sans ambiguïté qu'il ne reculera devant rien pour réprimer les masses palestiniennes. Même avant l'attentat à la bombe de Tel-Aviv, Benjamin Netanyahu, l'ancien Premier ministre, réclamait des attaques militaires contre « la radio, la télévision, les médias, les transports, le gaz et les réserves d'armes, ainsi que l'infrastructure économique de l'AP » et vitupérait: « Nous n'avons utilisé jusqu'ici que moins de 1 % de l'IDF [l'armée]. Si Arafat continue la terreur, nous ferons en sorte que son régime terroriste s'écroule. C'est à cette fin qu'un gouvernement d'unité a été formé » (l'*Observer* de Londres, 3 juin).

Cela fait huit mois que les Palestiniens bravent une guerre de terreur croissante de la part de l'armée israélienne et de ses auxiliaires, les « colons »; il se pourrait bien que le régime sioniste ultra-chauvin soit sur la voie d'un bain de sang aux proportions catastrophiques. Il faut absolument une puissante protestation internationale, notamment de la part des nombreux ouvriers nord-africains qui sont intégrés dans des secteurs clés de l'industrie française. Il est particulièrement crucial que la classe ouvrière multiraciale et tous les opprimés aux Etats-Unis exigent: **Défense du peuple palestinien! Toutes les troupes israéliennes et tous les colons hors des territoires occupés! Impérialisme américain, hors du Proche-Orient!**

La logique génocidaire du nationalisme

Le régime israélien avait répondu à la première intifada commencée fin 1987, par « la force, la puissance et les



Parallèlement à l'armée israélienne qui sème la terreur dans les territoires occupés, les colons fascistes, leurs auxiliaires, organisent des pogromes contre les Palestiniens.

Reuters

port Mitchell qui demande aux Palestiniens d'arrêter la violence et aux Israéliens d'arrêter l'extension des colonies. Que la question soit posée non pas en termes de savoir si ces enclaves de fanatiques sionistes meurtriers devraient exister ou pas mais en termes de savoir si elles devraient continuer à s'étendre, montre à quel point les choses se sont détériorées au détriment des Palestiniens. Et Israël rejette catégoriquement toute limitation à l'extension des colonies. Les Juifs israéliens feraient bien d'imaginer comment ils se sentiraient s'ils étaient entourés de colonies palestiniennes militarisées reliées par des routes autorisées uniquement aux Arabes! *Nous exigeons le démantèlement de toutes les fortifications anti-arabes dans les territoires occupés, les colonies et le réseau autoroutier d'apartheid.*

Le sionisme et la « purification ethnique »

Aujourd'hui le blabla sur des « négociations » a laissé place à la diabolisation d'Arafat, accusé d'être « un dirigeant de la terreur ». L'armée israélienne a assassiné plus de 30 dirigeants de niveau intermédiaire de l'OLP au cours des derniers huit mois avec sa campagne d'« élimination sélective ». Si les sionistes et les Américains qui les soutiennent réclament hypocritement à cor et à cri que l'Autorité palestinienne « arrête la violence », le pouvoir israélien est en train de délibérément provoquer des réactions spontanées en tuant les cadres nationalistes palestiniens qu'il aurait pu espérer utiliser pour étouffer la colère de la rue.

Quelques mois à peine après le rejet par Arafat, l'été dernier, de la « dernière offre » israélienne pour une solution définitive, Barak donnait le feu vert à Sharon pour orchestrer sa « visite » provocatrice à l'esplanade des Mosquées (le mont du Temple pour les Israéliens), un lieu saint de l'islam, déclenchant une explosion de colère prévisible chez les Palestiniens. Plus fondamentalement, ce qui a mené au soulèvement, c'est le désespoir parmi les masses palestiniennes qui constatent que l'accord de 1993 n'a amené qu'une misère et une humiliation nationale plus profondes. Parallèlement, la population de langue hébraïque, à qui on avait promis « la paix par la sécurité », a compris qu'elle n'obtenait ni l'une ni l'autre.

Les sionistes du « camp de la paix » sont restés totalement

silencieux devant l'escalade de terreur meurtrière contre les Palestiniens. Beaucoup d'Israéliens considèrent les colonies comme une plaie ouverte, et les sondages indiquent qu'une majorité serait favorable à une réduction des constructions de colonies si cela pouvait amener la paix ; et peu d'entre eux, si on laisse de côté les plus fanatiques, essentiellement les sionistes américains, accepteraient maintenant de s'installer dans les territoires occupés. Mais l'élection de Sharon à une majorité écrasante, en février, a clairement reflété un durcissement du consensus chauvin contre les Palestiniens. Sharon avait été vilipendé et traité d'extrémiste fanatique à la suite de son invasion du Liban en 1982, y compris par de larges sections de l'establishment israélien.

Le Parti travailliste a accepté de bonne grâce l'invitation de Sharon de s'associer au gouvernement d'« unité nationale », et Shimon Peres, le prix Nobel de la « paix » tant vanté, est maintenant ministre des Affaires étrangères dans ce gouvernement de guerre. Peres était un admirateur des colons français en Algérie et il a été l'un des architectes de l'alliance israélienne avec l'ancien régime d'apartheid en Afrique du Sud, qui impliquait le développement d'armes nucléaires pour le régime afrikaner. Ce dernier a par la suite sorti ces armes d'Afrique du Sud pour s'assurer qu'elles ne tomberaient pas entre les mains de l'ANC lorsque celui-ci prendrait le pouvoir. Peres « la colombe », devrait en fait être appelé « Monsieur Colonies ». Comme l'a observé feu Israël Shahak, militant des droits de l'homme, dans sa publication *From the Hebrew Press* [Dans la presse hébraïque] (juillet 1996), c'est Peres qui a commencé la construction de colonies dans les zones à forte population palestinienne quand il était ministre de la Défense dans le gouvernement Rabin de 1974-1977. L'un des hommes qui travaillaient avec Peres à l'époque, c'est Igal Allon qui fut l'auteur de ce qu'on a appelé le plan Allon qui préfigurait l'actuel démembrement du peuple palestinien dans les territoires occupés. Au début des années 1970, Allon a clandestinement fait passer des armes à Moshe Levinger, chef fascisant du Gush Emounim pour l'aider à mettre en place une minuscule colonie au centre de Hébron, ce qui a conduit à un état de siège, toujours en vigueur, contre les 100 000 résidents arabes.

L'aile droite du cabinet Sharon comprend des gens comme Rehavam Zeevi, ministre du Tourisme et chef de l'Union nationale, qui appelle ouvertement au «transfert» – l'expulsion en masse – de tous les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie. Le ministre de l'Infrastructure est Avigdor Lieberman qui, en février, jurait qu'un gouvernement Sharon n'hésiterait pas à lancer des missiles sur le barrage égyptien d'Assouan «si par exemple l'Egypte positionnait des troupes dans le Sinaï», lequel fait partie du territoire égyptien! Lieberman demande que les Arabes qui sont membres de la Knesset (parlement) soient déchus de leur citoyenneté. Ces idées ne sont pas l'apanage des colons fanatiques ou d'une poignée de gens d'extrême droite occupant des positions en apparence marginales dans le gouvernement.

En mars, le président Moshe Katsav a orchestré une cérémonie officielle pour faire la publicité d'une déclaration nouvelle intitulée «L'équilibre de la force nationale et de la sécurité en Israël: orientations politiques»; cette déclaration est le produit d'une conférence de 300 «personnalités de premier plan» que *Ha'aretz* (23 mars) décrivait comme «l'essentiel de l'establishment israélien dans la politique et la défense». Cette conférence rappelait la conférence de Nuremberg de 1935 qui a promulgué les «lois raciales» du Troisième Reich!

Le président de la conférence, Uzi Arad, a déclaré d'un ton méprisant: «les Palestiniens ont décidé qu'ils veulent avoir le taux de croissance naturelle de la population le plus élevé au monde, mais ils n'ont pas les moyens de la nourrir». Il a proposé une «solution humanitaire» dont voici le détail: «Il faudra trouver un endroit en dehors de l'Etat d'Israël (peut-être à l'est de la Jordanie) pour installer la population palestinienne des territoires si elle ne réduit pas son taux de croissance.» Le même document appelle à ce qu'une partie de la population arabe d'Israël proche de la Cisjordanie soit rapatriée de force dans un futur bantoustan palestinien. «En réponse à une question lui demandant si le transfert en juridiction palestinienne serait imposé aux Arabes israéliens, en dépit de leurs objections qui sont connues, Arad a déclaré: "Dans un Etat démocratique, c'est la majorité qui détermine l'emplacement des frontières nationales"».

La mise en œuvre de tels plans attiserait à coup sûr la peur des impérialistes que tout le Proche-Orient soit «déstabilisé».

Les régimes autocratiques discrédités d'Egypte et d'ailleurs pourraient bien être confrontés à des soulèvements populaires et à la contestation de leur pouvoir par les intégristes islamistes et d'autres partisans de la «guerre sainte». Mais ces plans sont totalement conformes à la perspective sioniste d'un «grand Israël». Comme le déclare fièrement Zeevi, un «transfériste» non dissimulé, il suit les traces des pères fondateurs «sionistes travaillistes» comme David Ben Gourion, qui porta le drapeau de «la conquête de la terre». Ben Gourion supervisa en 1948 l'«épuration» de 700 000 hommes, femmes et enfants arabes; celle-ci ne fut pas, comme l'affirment les sionistes, un «sous-produit» de la



New York Times

Manifestation de masse à Bagdad en juillet 1958. Lors de ce soulèvement révolutionnaire, le puissant prolétariat irakien fut à deux doigts de prendre le pouvoir.

guerre avec les Etats arabes, mais plutôt une campagne de terreur planifiée et délibérée avec notamment une série de massacres exécutés à grand renfort de publicité.

Des mois après la fin de la soi-disant guerre d'indépendance, Ben Gourion donna, en septembre 1948, ordre à l'armée de lancer une opération «pour la conquête de la Cisjordanie tout entière», selon un commandant de l'armée israélienne de l'époque (*Ha'aretz*, 18 avril 1994). Lorsque Ben Gourion demanda à Allon combien d'Arabes échapperaient aux forces d'occupation, il lui répondit: «autant que vous le déciderez». Ben Gourion fut obligé de saborder le plan à la dernière minute quand ses partenaires de coalition en eurent vent et le rejetèrent. Vingt ans plus tard, les successeurs de Ben Gourion ont bel et bien conquis la Cisjordanie, et il n'est nullement inconcevable que les forces israéliennes d'occupation d'aujourd'hui perpètrent des massacres de même ampleur qu'en 1948.

Pour une fédération socialiste du Proche-Orient

Le seul salut pour le peuple palestinien se trouve dans la révolution prolétarienne et une fédération socialiste du Proche-Orient. Les illusions dans les «bons offices» de l'impérialisme américain, d'autres puissances impérialistes ou des Nations Unies sont suicidaires. Les Etats-Unis arment Israël jusqu'aux dents. L'administration Bush s'est même affranchie du vernis d'impartialité dont usait son prédécesseur démocrate pour mener sa «Pax Americana» antipalestinienne. Pour leur part, les impérialistes de l'Union européenne, qui sont rivaux pour avoir de l'influence dans les pays arabes, ont imposé des sanctions symboliques contre les exportations agricoles en provenance des colonies israéliennes. Parallèlement, l'Allemagne a joué un

Vient de paraître

Spartacist
édition française n°34 (automne 2001)

Publié sous la direction du comité exécutif international de la LCI.

10 FF (64 pages)

Commande :
Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

SPARTACIST

NOMBRE 34 EDITION FRANÇAISE AUTOMNE 2001

Réarmer le bolchévisme
Le Comintern et l'Allemagne en 1923: Critique trotskyste

Bilan critique
Trotsky et l'Opposition de gauche russe

Susan Adams, 1948-2001

LES FEMMES ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

rôle de premier plan aux côtés des Etats-Unis qui poussaient Arafat à s'incliner devant les derniers diktats israéliens. Mais toutes les puissances capitalistes sont catégoriquement opposées à une véritable autodétermination des Palestiniens, comme à celle des Kurdes - opprimés par la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie entre lesquels ils sont morcelés - de peur qu'une telle autodétermination ne plonge la région dans une agitation encore plus grande. Et la raison d'être de l'ONU c'est de servir les intérêts des puissances impérialistes. C'est la partition décidée par l'ONU en 1947 qui pava la voie à la catastrophe de 1948 et ce fut une force expéditionnaire de l'ONU qui désarma les combattants de l'OLP au Liban en 1982, à la veille du massacre sioniste.

Les régimes bourgeois arabes n'ont pas intérêt à venir en aide aux Palestiniens contre les terroristes sionistes, et ils n'en ont pas les moyens militaires. Le régime égyptien de Hosni Moubarak, le bénéficiaire le plus important après Israël de l'aide financière américaine, a récemment fait état d'une réponse militaire au cas où Israël attaquerait des cibles de l'Autorité palestinienne (ce qu'il fait depuis des mois). L'armée de l'air israélienne a lancé hier des manœuvres de guerre massives, et une déclaration militaire, diffusée le mois passé, mettait en garde en se frottant les mains les régimes arabes contre toute tentative de profiter du soulèvement palestinien : « La Syrie ne souhaite pas une guerre contre Israël ; l'attaque au mois d'avril par la force aérienne contre un radar syrien à Beyrouth a fait forte impression à Damas, qui a compris que ce n'était là que le début de ce qu'Israël est capable de faire. » L'arsenal nucléaire israélien est désormais supérieur à celui de la Grande-Bretagne, et personne ne prend au sérieux les fanfaronnades militaires occasionnelles du Caire ou de Damas contre Israël.

Que ce soit avec le massacre de Septembre noir de plus de 100 000 Palestiniens en Jordanie en 1970, ou avec l'expulsion de 200 000 immigrés palestiniens par l'émirat du Koweït en 1991, les dirigeants arabes ont montré qu'ils sont tout aussi hostiles au peuple palestinien que la bourgeoisie israélienne elle-même. Quand les Etats arabes sont entrés en guerre, en 1948, 1967 et 1973, ce n'était pas pour défendre les Palestiniens. Les marxistes ont donné un soutien militaire à l'Egypte contre une invasion de la Grande-Bretagne et de la France impérialistes (auxquelles s'était joint Israël) en 1956 ; mais nous avons appelé, dans les autres guerres, au défaitisme révolutionnaire contre l'Etat capitaliste israélien tout comme contre les Etats capitalistes arabes. Les diatribes contre le sionisme que l'on entend

occasionnellement dans la bouche des dirigeants arabes sont destinées à détourner la colère des masses travailleuses qu'ils exploitent et oppriment. Et l'antisémitisme colporté par les nationalistes et les réactionnaires islamistes arabes ne sert qu'à pousser davantage le prolétariat de langue hébraïque dans les bras de ses oppresseurs chauvins.

Le chauvinisme sioniste est aujourd'hui répandu parmi la majorité de la classe ouvrière de langue hébraïque, laquelle bénéficie en même temps d'un niveau de vie artificiellement élevé. Mais cette bulle relativement privilégiée dans un Proche-Orient arriéré éclaterait rapidement si les impérialistes américains décidaient qu'Israël est davantage un fardeau qu'un atout pour eux. Et même aujourd'hui, l'énorme population juive séfaraïte est, dans sa majorité, pauvre et sujette à la discrimination de la part de l'élite ashkénaze (originale d'Europe) en matière de logement et d'éducation. Israël est une société capitaliste fondamentalement déchirée par les intérêts de classe contradictoires des exploités et des exploités. Les ouvriers de langue hébraïque feraient bien de réfléchir au fait qu'il y a eu davantage de Juifs tués par la cupidité des capitalistes israéliens dans l'effondrement d'une salle de mariage à Jérusalem la semaine dernière que dans l'attentat à la bombe de Tel-Aviv.

Les attaques meurtrières contre les Palestiniens posent à brûle-pourpoint l'alternative suivante au prolétariat de langue hébraïque : ou il s'embarque dans une lutte révolutionnaire contre ses exploités, ou la bourgeoisie israélienne se rapprochera de plus en plus d'une « solution finale », de type nazi, à la « question palestinienne ». Si le prolétariat juif d'Israël veut lutter pour ses intérêts de classe contre sa propre bourgeoisie, il doit se faire le champion de la défense du peuple palestinien.

Quelque sanguinaire que soit la répression infligée par les dirigeants israéliens, elle n'éliminera pas et elle ne peut pas éliminer les antagonismes nationaux sous-jacents qui ont contribué à faire du Proche-Orient une scène de guerre durant tout le siècle dernier. Pour empêcher que les fous sionistes ne lâchent en fin de compte leur arsenal nucléaire et n'engouffrent la région tout entière dans un holocauste, le prolétariat de langue hébraïque doit se joindre aux ouvriers arabes pour balayer tout l'édifice pourrissant de la domination de la classe capitaliste au Proche-Orient. Ce n'est qu'alors que le droit d'autodétermination pourra être assuré à la fois pour le peuple de langue hébraïque et le peuple arabe palestinien.

Une révolution ouvrière dans l'un des pays arabes, qui proclamerait l'unité internationaliste de tous les travailleurs, aurait un énorme impact sur les ouvriers de langue hébraïque d'Israël. Mais pour que les ouvriers arabes, perses et kurdes brisent les chaînes de l'exploitation et de l'oppression, ils doivent se rallier à la lutte sans relâche pour extirper l'influence des intégristes islamistes qui aujourd'hui prennent une posture d'ennemi du sionisme et de l'impérialisme. Nous gardons en mémoire l'héritage du prolétariat iranien qui lutta pour le pouvoir en 1953 et celui des ouvriers irakiens qui cherchèrent à faire une révolution socialiste cinq ans plus tard. Saisir de telles opportunités quand elles arrivent et les mener à la victoire exige, avant tout la construction de partis ouvriers internationalistes, sections d'une Quatrième Internationale reforgee, opposés au sionisme, au nationalisme arabe et à toutes les variantes d'intégrisme religieux. **Défense du peuple palestinien ! Pour une fédération socialiste du Proche-Orient !**

- Traduit de Workers Vanguard n° 760, 8 juin

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK 

20 F pour 4 numéros (1 an) - (incluant Spartacist)

Hors Europe : 30 F (avion 40 F)

Etranger : mandat poste international

Nom _____ Tél _____

Adresse _____ CP _____

Ville _____ Pays _____

157

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

La rébellion berbère secoue le régime militaire de Bouteflika

Pour la révolution ouvrière en Algérie !

Forgeons un parti bolchévique !



Reuters



AP

Le 14 juin a eu lieu la plus grande manifestation de l'histoire de l'Algérie : un million de manifestants à Alger (à gauche) proclament « Non à la dictature ». Les femmes ont joué un rôle de premier plan dans les protestations en Kabylie dénonçant le « régime assassin ».

28 août – Cela fait maintenant plus de quatre mois que l'Algérie est secouée par une révolte populaire contre le régime répressif du président Abdelaziz Bouteflika. Cela a commencé au mois d'avril par des manifestations contre la terreur policière qui sévit en Kabylie (à l'est d'Alger) vis-à-vis de la minorité opprimée berbère, mais cela s'est rapidement étendu aux masses de jeunes chômeurs et déshérités arabes de villes et bourgades dans tout le pays. Loin de calmer la révolte, la réaction brutale du régime militaire, qui a fait une centaine de victimes et des milliers de blessés, n'a fait qu'intensifier la colère des masses, et en particulier de la jeunesse chez qui le taux de chômage s'élève à 80 %. « Vous ne pouvez pas nous tuer, nous sommes déjà morts ! » disait une des banderoles de la manifestation du 14 juin à Alger. Un million de personnes ont participé à cette manifestation, ce qui en fait la plus grande manifestation de toute l'histoire de l'Algérie. *Le Quotidien d'Oran*, un journal bourgeois, disait que le pays est « au bord de l'insurrection. » Le gouvernement n'a pu empêcher qu'une telle mobilisation de masse ne se reproduise à Alger le 5 juillet puis le 8 août, qu'en bouclant toute la Kabylie avec un énorme dispositif policier. Le 20 août, le gouvernement nationaliste bourgeois n'a pu tenir la commémoration traditionnelle du congrès de la Soummam de 1956 (en pleine guerre d'Algérie) en raison d'une manifestation de centaines de milliers de Kabyles, qui se revendiquent des traditions de ce congrès du FLN contre le régime décrépît actuel. *A bas la répression du gouvernement algérien contre les Berbères ! Libération immédiate des jeunes emprisonnés !*

Les jeunes qui sont descendus dans la rue autour du vingt-et-unième anniversaire de la révolte du Printemps berbère de 1980, exigent la reconnaissance de leur propre langue, le tamazight. Les Berbères peuplent l'Afrique du Nord depuis très longtemps. Après la conquête arabe, ils

ont été pour la plupart repoussés dans les régions montagneuses ou isolées. Aujourd'hui en Algérie et au Maroc, où ils vivent pour la plupart, ils sont victimes d'une arabisation forcée, et d'une discrimination culturelle et linguistique.

Mais alors que le Printemps berbère s'était limité à la Kabylie, les manifestations se sont étendues aussi à la majorité arabe, qui est aussi en colère étant donné le chômage, le manque de logements et d'eau, la corruption et la répression gouvernementale. Les masses qui sont descendues dans la rue s'attaquent ouvertement au régime de Bouteflika aux cris de « Pouvoir assassin ! » et « y en a marre de ce pouvoir ! » *Le Monde* écrivait le 9 août : « Le pouvoir algérien a-t-il les moyens de cantonner l'agitation à la seule Kabylie ? Ou est-ce, au contraire, le prélude à une protestation tourbillonnante capable de faire vaciller les fondations et les barons du régime ? »

Les répercussions potentielles de la révolte actuelle vont beaucoup plus loin que les frontières de l'Algérie, troisième producteur de gaz naturel dans le monde. Dans toute l'Afrique du Nord les masses travailleuses, la paysannerie pauvre et les opprimés souffrent sous le joug de l'exploitation des impérialistes et l'austérité qu'ils imposent par l'intermédiaire des gouvernements nationalistes locaux. Dans la France impérialiste (et en Espagne dans une moindre mesure), il y a de grosses concentrations de travailleurs d'origine maghrébine et ceux-ci constituent une composante stratégique de la classe ouvrière industrielle. Dans toute la France, il y a des explosions de révolte dans les banlieues. Les jeunes des minorités ethniques parmi lesquels il y a énormément de chômage et qui sont victimes de discriminations racistes systématiques, expriment leur juste rage en s'en prenant aux flics, forces d'occupation, souvent en attaquant les commissariats.

Comme nous le disions dans un tract en date du 15 juin, ces

ouvriers maghrébins doublement opprimés représentent un pont vivant entre le prolétariat multiethnique en France et les travailleurs des semi-colonies ; ils pourraient servir de catalyseur à la lutte révolutionnaire dans le ventre de la bête impérialiste. A Paris, des dizaines de milliers de personnes ont pris part à une manifestation de solidarité le 17 juin, la plus importante mobilisation algérienne en France depuis le 17 octobre 1961. Nous avons distribué des milliers de tracts et des centaines de journaux à cette manifestation et dans d'autres mobilisations et concerts de solidarité depuis le début de la rébellion, et nous avons eu de nombreuses discussions avec des manifestants sur le rôle de la classe ouvrière, sur l'Union soviétique et sur l'importance de la question femmes.

Après presque quarante ans de régime nationaliste bourgeois et une dizaine d'années de guerre civile meurtrière entre les tortionnaires de l'armée et les réactionnaires islamistes, ce qu'il faut aujourd'hui en Algérie c'est une polarisation de classe. La classe ouvrière est la seule force sociale qui ait la puissance nécessaire pour diriger les Berbères, les paysans pauvres, les jeunes chômeurs, les femmes et tous les opprimés dans un assaut révolutionnaire contre l'ordre capitaliste. Après la victoire contre le colonialisme français et l'indépendance en 1962, le pays a bâti un secteur industriel significatif, en utilisant les revenus pétroliers pour importer des usines entières. Ceci a créé un prolétariat industriel tant dans l'industrie lourde (comme par exemple le complexe sidérurgique d'El Hadjar ou la fabrique de camions de la SNVI à Rouiba) que dans l'industrie légère et dans les transports, un prolétariat qui - avec les ouvriers du pétrole et du gaz qui produisent à eux seuls 35 % du PIB - a une puissance sociale qui dépasse de loin son poids numérique.

Il est vrai que cette classe ouvrière a été affaiblie par la transformation de tout le Sud du pays (où se trouvent les puits de pétrole et de gaz naturel) en enclave impérialiste militarisée et coupée de la population algérienne ; elle est affaiblie aussi par les privatisations et fermetures d'usine sous les ordres du FMI et des impérialistes, qui ont jeté des dizaines de milliers d'ouvriers à la rue. Le gigantesque complexe sidérurgique d'El Hadjar à Annaba a réduit de moitié son personnel. Pourtant ces ouvriers ont donné une indication de leur puissance sociale lorsqu'ils se sont mis en grève contre les licenciements et un gel des salaires en mai 2000. Les gendarmes ont tiré des grenades lacrymogènes et des balles en caoutchouc dans une manifestation de 9 000 grévistes. Le gouvernement a tellement peur de la classe ouvrière que, malgré des plans de privatisation depuis près

de 20 ans, le secteur public représentait toujours plus de 80 % de la valeur ajoutée dans l'industrie en 1994.

Ce qui a mis fin à la grève c'est la direction de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) qui a des liens étroits avec le régime militaire. Il n'est pas surprenant qu'avec la politique de la direction de l'UGTA, la classe ouvrière ait été remarquablement absente des récentes manifestations, du moins en tant que force politique indépendante. Depuis 1962 la classe ouvrière en Algérie est assujettie à sa propre bourgeoisie par le biais du nationalisme bourgeois. La direction corporatiste de l'UGTA, la fédération syndicale algérienne, est directement liée au régime, et elle a fini par dénoncer son propre soutien initial à la manifestation pour la « défense des libertés démocratiques » à Alger le 7 juin.

Malgré des dizaines de tués et de nombreuses arrestations, les jeunes Berbères ont montré énormément de courage et de combativité. Mais ils sont en grande partie au chômage, et leur puissance sociale ne fait pas le poids par elle-même face à ce régime arrogant et brutal, qui est manifestement déterminé à se montrer intransigeant et à refuser toute concession. Le problème principal c'est que la classe ouvrière n'est pas mobilisée en tant que classe pour soi contre le régime. La Kabylie est l'une des régions les plus pauvres du pays ; il n'y a que quelques usines non stratégiques et la région est assez éloignée des centres du pouvoir, comme Alger et Annaba. Il est absolument nécessaire que le mouvement de protestation fasse la jonction avec la puissance des secteurs industriels de la classe ouvrière algérienne.

Les syndicats devraient être un instrument pour l'unité de la classe ouvrière, incluant tant les Berbères que les Arabes, dans la lutte contre le régime militaire. La tâche urgente à laquelle sont confrontés les ouvriers algériens, berbères et arabes, c'est de forger un parti d'avant-garde léniniste pour diriger le prolétariat à la tête de tous les opprimés, vers la prise du pouvoir d'Etat. Cela signifie avant tout un combat politique pour que le prolétariat prenne conscience de son rôle révolutionnaire, pour briser l'étau de la direction de l'UGTA, et extirper l'influence tant des intégristes islamiques que des nationalistes qui se font passer pour des oppositionnels au régime parmi les masses populaires.

Le gouvernement cherche aujourd'hui à diviser la classe ouvrière en exacerbant le nationalisme dominant, celui de la population arabophone, contre les Berbères. Les nationalistes algériens affirment qu'une nation homogène s'est forgée dans le creuset de la guerre d'indépendance. C'est un mensonge,



Gamma



Cambio 16

Plus de 100 000 personnes ont été massacrées dans la guerre civile qui oppose depuis une décennie armée nationaliste et intégristes islamistes.

comme le montre la révolte actuelle en Kabylie, ainsi que les discriminations et la répression dont sont constamment victimes les Kabyles. Partout en Afrique, tout ce que « construire la nation » veut dire c'est que le groupe dominant opprime les groupes nationaux ou ethniques qui sont minoritaires. Le fait que les antagonismes nationaux et ethniques n'ont pas disparu mais se sont aiguisés en quelque sorte sous le régime nationaliste bourgeois, souligne la nécessité de renverser le capitalisme ; c'est la condition préalable à l'égalité nationale et au développement économique.

Les trotskystes appellent à une égalité complète entre toutes les langues utilisées en Algérie - l'arabe, le berbère et le français. **A bas l'arabisation forcée!** Les ouvriers au pouvoir accorderaient aux régions berbères le pouvoir politique d'administrer les questions d'ordre local ou régional, dans le cadre d'une politique décidée démocratiquement au niveau national. A ce stade les différentes régions berbérophones n'ont pas consolidé une nation, même si cela peut arriver si la répression s'intensifie encore de la part du régime militaire et/ou des intégristes dont le chauvinisme arabe est virulent.

Pour la libération des femmes par la révolution socialiste!

En Kabylie, beaucoup de femmes se sont jointes aux manifestations, quelque chose qu'on a rarement vu depuis la guerre d'indépendance de 1954-1962 contre la France. La dernière fois que des femmes algériennes étaient descendues dans la rue en masse, c'était au début des années 1990, en réponse aux assassins intégristes du Front islamique du salut (FIS) et son Armée islamique du salut (AIS), ainsi qu'au Groupe islamique armé (GIA) encore plus sanguinaire, qui s'attaquaient aux femmes non voilées, aux syndicalistes et aux intellectuels laïques et les assassinaient. Mais ces manifestations étaient subordonnées au régime militaire nationaliste, qui lui-même applique des lois réactionnaires anti-femmes. Le pays est saigné par une guerre civile qui a fait plus de 100 000 morts, tués par des groupes islamistes ou par l'armée et ses troupes spéciales. Cette guerre est la conséquence de la faillite des nationalistes bourgeois au pouvoir. C'est à cause de l'impasse manifeste du nationalisme bourgeois, notamment après le massacre des jeunes en 1988, et parce qu'il n'y avait pas en Algérie de force avançant une alternative communiste, que l'intégrisme réactionnaire s'est développé en tant que mouvement de masse. Nous avons constamment refusé de soutenir tant le régime militaire que les islamistes, que ce soit dans les élections de 1992 ou dans la guerre civile qui s'en est suivie.

Après son arrivée au pouvoir suite à la victoire contre le colonialisme français en 1962, le FLN a imposé l'« arabisation » aux Berbères et la loi islamique aux femmes : la *ch-riah*, codifiée dans le Code de la famille de 1984, interdit le mariage avec des hommes non musulmans, autorise la polygamie, rend le divorce presque impossible pour les femmes (sans parler du droit à l'avortement), et les relègue à un statut de mineures éternelles qui doivent « obéissance » à leur mari. Un parti d'avant-garde ouvrier, agissant en tribun populaire, lutterait contre toutes les manifestations de chauvinisme arabe et de préjugés anti-femmes et anti-homosexuels. **A bas le Code de la famille! Pour la séparation de la religion et de l'Etat!**

La gauche algérienne sacrifie la lutte pour les droits des femmes afin de se mettre à la remorque des nationalistes au pouvoir, ou des islamistes, ou des deux. Le Parti socialiste des travailleurs (PST), affilié au Secrétariat unifié dont fait

partie la LCR française de Krivine, acceptait de laisser tomber la plate-forme de Béjaïa du 7 juin, réformiste mais opposée pour la forme au Code de la famille, afin de se ranger derrière la plate-forme officielle des notables des comités de village kabyles où les droits des femmes n'ont pas leur place (Chawki Salhi, le dirigeant du PST, appelait cela cyniquement une « reculade pour la bonne cause, pour ne pas se couper des structures que s'est donné le mouvement réel »! - *Inprecor* n° 459-460, juin-juillet). La soi-disant « extrême » gauche française, qui capitule devant les sociaux-démocrates qui gouvernent l'impérialisme français, fait preuve de la même indifférence révoltante. La lutte pour la libération des femmes, que ce soit l'opposition au voile ou la lutte pour le droit à l'avortement, est une question stratégique et explosive en Algérie. Lorsque la Ligue communiste internationale avait insisté là-dessus au moment où la guerre civile avec les intégristes éclatait, cela avait fait pousser les hauts cris à un certain Damien Elliott, alors porte-parole de l'aile gauche du Secrétariat unifié: Elliott déclarait en 1992, montrant le même mépris que la bourgeoisie française vis-à-vis de son ancienne colonie, que la lutte pour le droit à l'avortement, c'est bien à Paris mais qu'en Algérie, c'est une « imbécillité ultra-gauchiste ». De même le PST aujourd'hui refuse de revendiquer le droit à l'avortement en Algérie.

En 1979, le Secrétariat unifié comme les sociaux-démocrates groupés autour du Socialist Workers Party britannique de feu Tony Cliff (et toute une série de groupes centristes) s'*enthousiasmaient* pour la « révolution islamique » de Khomeiny en Iran, alors même que celui-ci emprisonnait et tuait des milliers de militants de gauche. Dans les années 1980 ces groupes s'étaient rangés derrière les impérialistes et s'opposaient à l'armée soviétique qui combattait les intégristes islamistes en Afghanistan. Au fond ce qui conduisait ces soi-disant organisations de gauche à se réjouir alors que la réaction islamiste féroce anti-femmes s'étendait dans la région, c'est leur antisoviétisme et leur capitulation devant leur propre bourgeoisie. Aujourd'hui, le Secrétariat désunié et les cliffistes dont la pseudo-internationale vient d'éclater l'année dernière, ont une part de responsabilité dans le fait que l'Iran et l'Afghanistan sont aujourd'hui un enfer pour les femmes. Nous, la Ligue communiste internationale, disons: **Non au voile! Avortement libre et gratuit! Pleins droits démocratiques pour les homosexuels!**

Le PST a une bureaucrate haut placée dans l'UGTA, glorifie les comités de village en Kabylie ; ils parlent d'« embryons de double pouvoir »... dont les femmes sont exclues! Les vrais « embryons de double pouvoir », c'est quand la classe ouvrière se dote de ses propres organes de pouvoir qui se préparent à renverser l'Etat bourgeois, comme les soviets l'ont fait dans la Révolution russe. Pour mener cette lutte à la victoire il a fallu à ces soviets la direction d'un parti bolchévique. Mais le PST représente un obstacle à la construction d'un tel parti en Algérie, allant jusqu'à travestir des organisations anti-femmes en organes révolutionnaires. Toute la perspective du PST est de ramener le soulèvement actuel au niveau d'une « lutte démocratique et sociale contre le régime des tyrans en Algérie », c'est-à-dire une lutte demeurant dans le cadre du capitalisme. Ce groupe s'est toujours présenté comme une opposition loyale, et a même soutenu ouvertement le régime nationaliste. Ces pablistes ont abjectement capitulé sur le Code de la famille pour maintenir l'unité avec les notables des comités de village, qui sont une composante de l'ordre nationaliste bourgeois. Cette politique d'« unité » avec les

nationalistes bourgeois remonte à loin. Au début des années 60 leur dirigeant international, Michel Pablo, avait accepté un poste dans le régime de Ben Bella, et en 1963 il y était resté alors qu'en Kabylie l'armée noyait une révolte dans le sang. Le PST cherche sans arrêt à faire pression sur le régime militaire pour qu'il soit plus « démocratique » : « Puisque le pouvoir prétend reconnaître la légitimité de la révolte des jeunes, il doit satisfaire leurs revendications qui rejoignent celles des travailleurs en lutte et celles des masses populaires victimes de la hogra et de la misère » (déclaration du PST du Premier Mai). Le but d'un tel crétinisme c'est de ramener les luttes ouvrières sur le terrain d'une pression sur le régime. C'est une perspective vraiment suicidaire dans un pays comme l'Algérie ravagée par la guerre et sous la botte de l'impérialisme, où la démocratie bourgeoise relève des châteaux en Espagne.

Impérialisme français, bas les pattes devant l'Algérie !

Le Front des Forces socialistes (FFS), quoique discrédité à cause de son rôle d'avocat pour les intégristes islamiques (il est allé jusqu'à former une alliance avec le FIS à l'initiative des impérialistes en 1995), a joué un rôle proéminent dans ces manifestations. Même le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) qui a des liens étroits avec les durs de l'armée et qui est resté dans le gouvernement de Bouteflika jusqu'au Premier Mai dernier, a essayé récemment de se redonner de la crédibilité en tant que force d'opposition. Mais ces partis bourgeois n'ont pas d'autre alternative au régime militaire pro-FMI de Bouteflika, que de renforcer encore la mainmise impérialiste sur l'Algérie !

Ainsi la plate-forme du RCD pour une « refondation nationale » demande la supervision impérialiste de l'ONU. *Le Monde* (29-30 avril) annonçait l'appel du FFS à l'Union européenne, y compris à la France, « pour l'envoi d'une mission d'investigation sur le terrain ». Quant à l'organisation de jeunesse de la LCR française soi-disant d'« extrême gauche », elle a beau critiquer le FFS, elle n'en appelle pas moins de façon voilée l'impérialisme français à la rescousse. *RED* (juillet-août) réclamait ainsi implicitement des sanctions impérialistes : « A Paris, le gouvernement Jospin condamne la répression. Cela ne coûte pas cher. Mais aucune sanction n'est envisagée. »

Il est certain que le régime algérien a commis bien des crimes, mais de faire appel à l'impérialisme français c'est vraiment obscène, au moment même où les médias regorgent de « révélations » sur la torture systématique et les assassinats de masse commis par l'impérialisme français pendant la guerre d'Algérie (voir notre article paru dans *le Bolchévik* n° 156, printemps 2001). Ce que pense le gouvernement de front populaire de Jospin-Gayssot des jeunes Algériens, on peut le voir avec les déportations des sans-papiers qui essaient d'échapper à la misère et au désespoir en Algérie, avec les procès sans preuve et truqués contre de soi-disant « réseaux terroristes islamistes », avec le renforcement de la terreur policière pour réprimer les révoltes de jeunes issus de l'immigration dans les ghettos en France même, et avec l'exclusion raciste des lycées de jeunes femmes qui portent le foulard. ***Impérialisme français, bas les pattes devant l'Algérie ! Pleins droits de citoyenneté pour tous ceux qui ont réussi à mettre les pieds en France !***

En juin, au sommet de l'Union européenne à Göteborg en Suède, les chefs d'Etat réunis ont demandé au régime algérien de prendre « une initiative politique de grande am-



Paris, 17 juin : Des dizaines de milliers de manifestants en solidarité avec le soulèvement contre le régime algérien. Les ouvriers d'origine maghrébine constituent une composante stratégique du prolétariat industriel en France.

pleur pour surmonter cette crise ». Ils ont indiqué quel genre d'initiative ils avaient en tête quand ils ont donné leur approbation aux flics suédois qui ont tiré sur des manifestants « antimondialisation ».

Pour l'internationalisme léniniste !

L'Internationalist Group (IG) centriste a publié un article substantiel sur les événements actuels, sa première publication en français en trois ans (*l'Internationaliste* n° 1, juin 2001). De façon assez typique pour ce groupuscule composé de renégats du trotskysme de la LCI, l'IG remplit des pages de phraséologie apparemment orthodoxe contre le régime nationaliste et les intégristes islamiques, déclarant dans son titre : « Une seule solution : la révolution prolétarienne ! » Mais tout ceci n'est qu'un écran de fumée. L'IG camoufle ou nie de bout en bout qu'il y a des obstacles politiques qu'une avant-garde trotskyste doit combattre et vaincre pour gagner la classe ouvrière au programme de la révolution prolétarienne.

D'abord L'IG fait passer l'UGTA pour meilleure qu'elle n'est, et argumente que :

« A l'époque où l'appareil du gouvernement FLN contrôlait toutes les organisations sociales [...] l'UGTA était un appareil corporatiste, une courroie de transmission du parti unique bourgeois. A la suite de la décomposition et défenestration du FLN, cette relation étroite s'est distendue [...]. Aujourd'hui la direction de la centrale syndicale a tissé des liens avec plusieurs partis bourgeois, principalement le RND, le FLN et le RCD. »

Mais tous ces partis ont des liens avec le régime militaire et, comme l'admet l'IG, le plus important, le Rassemblement national démocratique (RND) a été mis en place comme instrument politique de l'armée par la bureaucratie de l'UGTA ! De toute façon la ligne de l'IG pue le cynisme : au Mexique l'IG considère que la CTM, qui est une fédération syndicale corporatiste, est une organisation de patrons, « un instrument direct de l'Etat bourgeois ». Et l'UGTA, est-elle ou a-t-elle été aussi un « instrument direct de l'Etat bourgeois » ?

L'IG prétend être pour « l'égalité de droits pour l'arabe, le tamazight et le français », mais en même temps se réjouit

que la soi-disant « absence de slogans revendiquant la reconnaissance constitutionnelle du *tamazight* » dans certaines des manifestations berbères « pourrait être un point de départ pour poser la nécessité d'un programme *internationale*, capable de mobiliser les ouvriers arabophones dans une *lutte de classe révolutionnaire* ». C'est tout simplement une capitulation au nationalisme *dominant* en Algérie, celui de la majorité arabe. Le point de départ pour mobiliser les ouvriers arabes sur une base internationaliste c'est de les gagner à défendre activement les droits de la minorité berbère, pas de passer la question sous la table.

Le plus révélateur de la capitulation de l'IG au nationalisme algérien c'est le fait que dans un article de 15 pages on ne trouve que trois phrases éparées qui se réfèrent au prolétariat français. Dans un pays semi-colonial comme l'Algérie, la lutte pour la révolution socialiste dans le bastion impérialiste est cruciale pour une perspective révolutionnaire. Mais pour l'IG ce n'est qu'une petite remarque à mentionner au passage.

Pour essayer de nier l'existence des obstacles qui s'élèvent devant les masses, l'IG se décarcasse pour minimiser le danger que représentent les intégristes. Tout en dénonçant la réaction islamique, l'IG attaque cyniquement notre article « La guerre civile saigne l'Algérie » (cf. *Le Bolchévik* n° 145, printemps 1998) en prétendant qu'il serait « imprégné du sentiment que tout était perdu et que la victoire des islamistes était proche [...] précisément au moment où les groupes islamistes armés étaient endigués par l'armée ». L'IG dément sa propre touchante confiance dans la capacité des nationalistes bourgeois de liquider les intégristes islamistes quand il admet que, malgré le cessez-le-feu de 1997, rien que l'année dernière, 9 000 personnes ont été massacrées. Depuis le début de la rébellion kabyle des centaines de personnes ont été tuées. Notre mise en garde de l'époque reste tout aussi juste aujourd'hui :

« L'armée, ou une partie de celle-ci, pourrait bien appliquer tout ou partie du programme réactionnaire du FIS. Les forces de répression pourraient ne pas se limiter à emprisonner les dirigeants et agitateurs du FIS et se retourner contre, en particulier, le mouvement ouvrier. »

L'IG est si pressée de prendre ses désirs pour des réalités et de dire que les intégristes n'ont plus d'influence qu'il va jusqu'à généraliser au-delà des frontières de l'Algérie, et qualifie de défaitiste notre affirmation que « la "Révolution iranienne" de 1979 a ouvert une période d'ascendance politique de l'islam dans le monde historiquement musulman » (« Déclaration de principes et quelques éléments de programme », *Spartacist* édition française n° 32, printemps 1998). L'Iran est toujours sous le joug de la théocratie islamiste qui est venue au pouvoir en 1979. Cette même année, les moudjahidines soutenus par la CIA ont commencé une guerre de dix ans contre les troupes soviétiques en Afghanistan, qui est aujourd'hui sous la coupe des talibans fanatiques. La guerre civile d'Algérie est d'ailleurs alimentée par l'islam politique montant, y compris les milices intégristes comme le GIA qui prend son origine dans la guerre d'Afghanistan, financée par les USA.

L'IG camoufle le danger de la réaction religieuse pour mieux capituler devant la direction actuelle du « mouvement de masse ». Ils ne veulent pas reconnaître l'impact énorme qu'a eu la contre-révolution capitaliste en Union soviétique, qui a fait régresser le niveau de conscience politique du prolétariat au niveau mondial. L'IG au lieu de cela capitule devant cette régression et confond délibérément le désir de

lutter des travailleurs avec la *conscience révolutionnaire* qu'il faut pour triompher sur la bourgeoisie. Dans la pratique cela les conduit à faire passer des forces qui sont hostiles à la classe ouvrière pour meilleures qu'elles ne sont et à se mettre à leur remorque. La tâche des marxistes ce n'est pas simplement de s'enthousiasmer sur la lutte des classes, mais de diriger cette lutte vers la victoire en établissant une dictature du prolétariat à l'échelle internationale.

La faillite complète des nationalistes bourgeois au pouvoir en Algérie confirme de façon frappante – par la négative – la justesse de la théorie de la révolution permanente de Léon Trotsky, qui a été prouvée par l'expérience de la Révolution bolchévique de 1917. Comme nous l'écrivions dans *le Bolchévik* n° 145, printemps 1998 :

« Trotsky a expliqué que dans les pays économiquement arriérés, la faible bourgeoisie nationale – reliée par un millier de ficelles à l'impérialisme et apeurée devant sa "propre" classe ouvrière – est incapable de réaliser les buts des révolutions bourgeoises classiques telles que la Révolution française de 1789. Il a écrit que "la solution véritable et complète de leurs tâches démocratiques et de libération nationale ne peut être que la dictature du prolétariat, qui prend la tête de la nation opprimée, avant tout de ses masses paysannes" (*la Révolution permanente* [1930]). La libération véritable des pays coloniaux et semi-coloniaux ne peut être réalisée qu'à travers le renversement du capitalisme par la révolution socialiste. Pour éviter qu'elle soit étranglée par l'arriération, la pauvreté et l'intervention impérialiste, cette lutte doit nécessairement être reliée à la lutte pour la révolution prolétarienne au cœur des métropoles impérialistes. »

Pendant des années la classe ouvrière algérienne a été écrasée par une guerre civile sanglante. Celle-ci continue, mais aujourd'hui il y a la possibilité tangible d'une polarisation de la société sur une base de classe. Cela exige l'indépendance politique complète et inconditionnelle du prolétariat, incarnée par la direction d'un parti d'avant-garde léniniste. C'est la perspective de la révolution permanente de Trotsky. C'est pour cette perspective que combat la Ligue communiste internationale.

– Adapté de *Workers Vanguard* n° 761, 6 juillet

La vérité sur l'Internationalist Group

Une collection de documents et articles de la LCI, traduits de l'anglais et de l'espagnol et/ou publiés dans le *Bolchévik*, qui documentent la défection du trotskysme de l'IG et la trahison de classe au Brésil de la LQB.

Inclut notamment :

- « Mémoire sur les perspectives et les tâches » de la LCI, janvier 1996
- « Pablisme de la deuxième mobilisation – Une défection inavouée du trotskysme », juillet 1996
- « Des documents judiciaires prouvent qu'ils ont poursuivi le syndicat en justice – L'IG couvre des trahisons au Brésil : mains sales, mensonges cyniques », juillet 1997
- « Mexique : pour la révolution ouvrière ! – La "gauche" sème des illusions dans le PRD nationaliste-bourgeois », août 1997
- « La lutte pour une section française de la LCI dans le monde post-soviétique », printemps 1998

World Trade Center...

Suite de la page 2

Le dernier exemple de telles «représailles», après le bombardement des ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie, a vu 80 missiles de croisière tomber sur l'Afghanistan et sur une usine pharmaceutique du Soudan. Avant cela, il y a eu une guerre totale contre l'Irak en 1991, guerre qui continue d'ailleurs avec des raids aériens réguliers alors qu'un million et demi d'Irakiens ont été tués, victimes de la famine provoquée par le blocus de l'ONU. Les médias capitalistes parlent de «Pearl Harbor» à coup de titres criards. Mais c'est l'impérialisme US qui a été le premier et le seul pays du monde à utiliser la bombe atomique en 1945 incinérant **un quart de million de personnes** à Hiroshima et Nagasaki.

En tant que communistes dans le ventre de la bête impérialiste, nous nous battons pour mobiliser les travailleurs d'ici, en opposition aux buts bellicistes et aux aventures militaires du gouvernement américain dans les autres pays. Dès le début, nous étions pour la défense militaire de l'Irak contre l'impérialisme US pendant la guerre du Golfe et face aux bombardements terroristes qui continuent, et nous nous sommes opposés au blocus qui affame les Irakiens. De même lors de la guerre de l'OTAN dirigée par les USA contre la Serbie il y a deux ans, et qui a détruit toute l'infrastructure de ce pays, nous avons proclamé: Défaite de l'impérialisme US par la révolution ouvrière! Défense de la Serbie! Dans le cas de l'Irak comme dans celui de la Serbie, nous avons dit que le renversement du régime nationaliste sanguinaire qui les opprimait, c'était la tâche des ouvriers de ces pays.

Aussitôt après l'attaque contre le World Trade Center, les médias bourgeois ont rapporté divers «incidents» inventés de toutes pièces. L'avion qui s'est écrasé en Pennsylvanie se dirigeait soi-disant sur Camp David (comment le savaient-ils?), une bombe aurait paraît-il été déposée devant le monument de Washington, l'armée aurait prétendument descendu un avion au-dessus de Washington DC.... Tout cela s'est évaporé aussitôt que c'était rapporté. C'est de la propagande impérialiste classique, comme l'incident du Golfe du Tonkin, inventé de toutes pièces et qui a été utilisé par les Etats-Unis pour intensifier la guerre contre le Vietnam où ils ont fait trois millions de victimes avant que les héroïques ouvriers et paysans de ce pays viennent à bout du monstre américain.

L'attaque contre le World Trade Center a été attribuée au Front démocratique pour la libération de la Palestine, à des groupes islamistes comme Hamas, le gouvernement des Talibans afghans et Oussama Ben Laden. Tous ont nié être responsables pour quoi que ce soit. Mais même si c'était Ben Laden, qui est aujourd'hui l'ennemi que l'impérialisme US accuse en toute occasion, celui-ci a été créé par les impérialistes améri-



sans crédit

L'usine automobile de Zastava en Serbie, détruite par les bombes des impérialistes des USA et de la France en 1999

cains eux-mêmes, ils l'ont acheté et payé pour ses services dans la «guerre sainte» contre l'armée soviétique en Afghanistan. Nous avons **salué** l'intervention de l'Armée rouge en Afghanistan, notant que cette intervention était l'une des rares actions vraiment progressistes de la bureaucratie stalinienne, qui offrait la possibilité d'étendre les acquis de la Révolution russe de 1917 en particulier aux femmes afghanes terriblement opprimées. Le but de Ben Laden et de ses intégristes islamistes soutenus par la CIA était de perpétuer la barbarie et l'asservissement en Afghanistan.

Mais ce n'est pas simplement l'«ennemi extérieur», non identifiable et qui est partout, que la bourgeoisie se prépare à réprimer avec brutalité. Les capitalistes au pouvoir veulent aussi se servir de l'attaque contre le World Trade Center pour augmenter considérablement le pouvoir de leur Etat – les flics, les tribunaux, les prisons et les forces armées – contre l'«ennemi intérieur». Après l'attentat d'Oklahoma City en 1995, le gouvernement Démocrate de Clinton a promulgué une loi, l'«Omnibus Counterterrorism Act», selon laquelle tout immigrant ou «étranger» peut être jugé en secret par des tribunaux spéciaux sans même qu'une accusation soit présentée. Les Démocrates, avec le soutien total des Républicains, ont aussi voté l'«Effective Death Penalty Act» qui étend la peine capitale à un plus grand nombre de délits.

Les cibles les plus immédiates des forces de répression, dans l'hystérie chauvine qui a commencé et qui va s'intensifier, ce sera tous ceux qui sont originaires du Proche-Orient. Ce n'est pas seulement vrai pour les Etats-Unis mais aussi pour l'Europe de l'Ouest, où par exemple le gouvernement français a déjà envoyé des forces paramilitaires envahir le métro pour terroriser ceux qui sont originaires du Maghreb et du Proche-Orient. Le but plus fondamental de ceci, c'est d'intimider et d'empêcher la classe ouvrière multiethnique de se lancer dans des luttes socia-

Pour contacter la Ligue trotskyste :

Paris

Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
01 42 08 01 49

Rouen

Le Bolchévik
BP 240
76003 Rouen Cedex
02 35 73 74 47

les. Il est certain que les lieutenants ouvriers de la bourgeoisie dans la bureaucratie de l'AFL-CIO - qui lient les ouvriers aux partis de leurs exploiters, en particulier les Démocrates - font tout ce qu'ils peuvent dans ce sens. Mais le fossé entre la poignée de milliardaires qui profitent de l'exploitation de plus en plus brutale des travailleurs et le reste de la société s'élargit d'une manière exponentielle, et la bourgeoisie a peur que la moindre étincelle de protestation ne provoque une conflagration sociale. Continuer à renforcer son appareil de répression intérieure, qu'elle déploie depuis longtemps contre les masses horriblement opprimées des ghettos et des favelas, c'est crucial pour maintenir sa domination de classe.

Maintenant que la contre-révolution a détruit ce qui était l'Union soviétique, un Etat ouvrier qui, bien que bureaucratiquement dégénéré, représentait une alternative à l'exploitation et à l'oppression capitalistes, les Etats-Unis se vantent d'être « la seule super-puissance du monde » et les impérialistes américains ne pensaient pas que quelqu'un oserait les défier alors qu'ils foulent aux pieds et brutalisent le reste du monde. Le fait que beaucoup de par le monde se soient réjouis de la destruction du World Trade Center, qui a coûté la vie à des milliers d'innocents, donne une idée de la haine intense qui existe vis-à-vis de l'impérialisme américain. Cela montre aussi à quel point il n'est guère perçu de possibilité de vaincre l'impérialisme américain de l'intérieur. Ceux qui dirigent Wall Street et Washington peuvent et doivent être balayés « de l'intérieur » par la classe ouvrière des Etats-Unis, dans laquelle il y a de nombreux ouvriers noirs et latinos et de plus en plus d'ouvriers du Proche-Orient, du sous-continent indien et d'Extrême-Orient.

La « gauche » pusillanime de ce pays, dont l'International Socialist Organization (ISO) est un des exemples les plus typiques, dénonce maintenant le soutien que la bourgeoisie américaine a apporté à Ben Laden et aux Talibans afghans en tant que « combattants de la liberté », pendant la guerre froide. Ce qu'ils ne disent pas c'est que l'ISO elle-même a soutenu ces réactionnaires contre l'Armée rouge soviétique. En Europe, les groupes que l'on appelait l'« extrême gauche » ont depuis longtemps vendu leur âme politique à leur « propre » bourgeoisie. Pour eux s'attaquer à l'impérialisme américain comme l'« ennemi principal » n'est qu'un alibi pour leur loyauté envers les gouvernements sociaux-démocrates installés au pouvoir pour mettre en œuvre une politique d'austérité féroce contre la classe ouvrière.

Dans les pays néocoloniaux, où les masses sont confrontées à la faillite totale du nationalisme petit-bourgeois, il y a une montée de l'obscurantisme religieux, en particulier de l'Islam. Face à la puissance armée de l'impérialisme US et au gouvernement sioniste génocidaire qu'ils financent et arment, certains ne voient pas d'autre alternative que celle de se bourrer d'explosifs et de se jeter contre ceux qu'ils perçoivent comme étant leurs oppresseurs.

Quels que soient ceux qui ont perpétré l'attaque suicide contre le World Trade Center, l'état d'esprit que celle-ci reflète est typique de fanatiques religieux qui croient qu'ils accomplissent une mission divine en exterminant tous les « non-croyants ». De tels fanatiques islamistes considèrent que les militants syndicaux, les militants de gauche et les femmes non voilées sont des infidèles qui méritent la colère de dieu. Au fond leur façon de voir n'est guère différente de celle des intégristes chrétiens fanatiques qui posent des bombes dans les cliniques d'avortement aux USA, pays dans lequel jusqu'à récemment, Louis Freeh, le chef du



DR

Massoud, réactionnaire islamiste anticommuniste afghan, ici dans les bras de l'ex-fasciste français Madelin. En 1979 nous avons salué l'Armée rouge qui intervenait contre cette racaille.

FBI, la police secrète intérieure, était un membre de l'Opus Dei, une organisation catholique vraiment sinistre. Cette façon de voir n'est pas non plus très différente de celle des sionistes fascisants qui veulent l'« épuration ethnique » de la nation palestinienne et la chasser de ce qui est prétendument la « terre sainte » des Juifs.

Les attentats terroristes tendent à être perpétrés par des forces nationalistes ou religieuses parce qu'elles sont au mieux indifférentes et au pire hostiles à toute la population qu'elles considèrent comme l'ennemi. L'attaque du World Trade Center n'a eu et ne peut avoir eu pour but que le massacre indiscriminé d'autant de personnes que possible, des gens ordinaires, appartenant à de nombreux groupes ethniques, des travailleurs.

En tant que marxistes, nous nous opposons au terrorisme comme stratégie. Nous nous opposons y compris au terrorisme qui découle d'impulsions anti-impérialistes réelles quoique mal dirigées et prenant pour cible les véritables institutions de répression de l'Etat, ce qui n'était manifestement pas le cas dans l'attaque du World Trade Center. Substituer des actions individuelles, même si dans certaines circonstances elles sont héroïques, c'est totalement opposé à la lutte de classe du prolétariat et à la conscience que la classe ouvrière doit acquérir pour prendre la tête de tous les opprimés afin de faire une révolution pour renverser tout ce système impérialiste d'exploitation et de répression. Ce terrorisme sert plutôt pour l'essentiel à donner un prétexte à la bourgeoisie pour intensifier sa répression.

Après la contre-révolution capitaliste en Union soviétique, la bourgeoisie impérialiste américaine essaye de substituer à sa guerre contre le « communisme athée », la lutte contre le « terrorisme islamique ». C'est le nouvel ennemi extérieur contre lequel elle a cherché à rallier la population et elle a l'intention d'utiliser l'attentat contre le World Trade Center pour renforcer encore plus le soutien du public pour sa terreur impérialiste à l'étranger, propageant le mensonge que les travailleurs des Etats-Unis ont un intérêt commun avec leurs exploiters capitalistes. Nous disons : Impérialisme US, bas les pattes devant le monde ! L'ennemi principal est dans notre propre pays ! Notre but est de construire un parti révolutionnaire, internationaliste et prolétarien qui fera prendre conscience à la classe ouvrière de sa puissance sociale et de ses intérêts historiques en tant que fossoyeur de l'impérialisme US. ■

Gênes...

Suite de la page 24

personnes en rassemblait trois fois plus, les travailleurs étant descendus dans la rue pour crier leur indignation. Les jours suivants, des manifestations spontanées contre la répression d'Etat et le gouvernement de droite du Premier ministre Silvio Berlusconi ont éclaté dans les villes et bourgades de toute l'Italie.

Mais les dirigeants réformistes de la classe ouvrière – la Gauche démocratique (DS) de Massimo d'Alema, RC dirigée par Fausto Bertinotti et la bureaucratie syndicale – ont concentré leurs attaques non pas sur les tueurs en uniforme de l'Etat capitaliste, mais sur les manifestants anarchistes du «Black Block». La DS a retiré son soutien à la manifestation du samedi, tandis que Bertinotti se solidarisait avec les «forces de l'ordre» et regrettait que la police n'ait pas stoppé les «fauteurs de troubles» et les «anarcho-insurrectionnistes».

Notre tract «Berlusconi et le G8 sont des assassins impérialistes!», rédigé et imprimé pendant la nuit, dans une situation d'état de siège – était la première déclaration publiée en réaction à ce meurtre. Notre appel à des grèves de protestation massives contre les exactions meurtrières de la police a été bien accueilli par les nombreux membres de la FIOM, le syndicat de la métallurgie, qui étaient présents à la manifestation du samedi, ainsi que par les manifestants des cortèges syndicaux des COBAS, influencés par le courant syndicaliste. «C'est pour quand la grève?», demandait un ouvrier de la FIOM. Un autre expliquait que nous avions absolument raison de dire que les balles qui avaient fauché Carlo Giuliani visaient la classe ouvrière. Les travailleurs écoutaient attentivement un de nos camarades qui distribuait le tract au cortège syndical ; s'adressant à la foule, il déclarait : «Qu'est-ce qu'on aura après Berlusconi? Cette lutte ne doit pas se terminer par encore cinq ans de gouvernement capitaliste de front populaire. Nous devons lutter pour le pouvoir ouvrier et pour la révolution socialiste!»

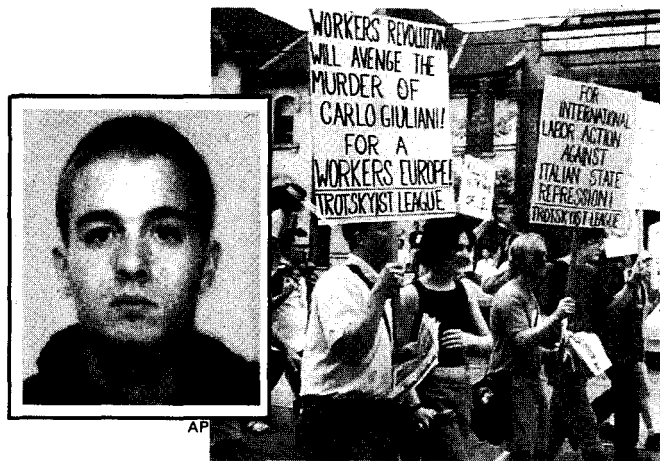
Gênes trace une ligne de sang

Le niveau de la répression policière massive et meurtrière à Gênes correspondait à ce qu'on voit habituellement dans la répression des soulèvements de la classe ouvrière ou des insurrections populaires dans le «tiers-monde» néo-colonial. Cette fois, elle était pourtant dirigée contre un mouvement de protestation qui ne menace aucunement de façon immédiate et directe les intérêts matériels des bourgeoisies impérialistes occidentales. Derrière la répression sanglante dans les rues et la levée de boucliers hystérique contre les «hooligans anarchistes», il y a le climat créé par la contre-révolution capitaliste en Union soviétique et en Europe de l'Est. Enivrés par le triomphalisme de la «mort du communisme», les capitalistes et leurs larbins sociaux-démocrates s'imaginaient qu'il n'y aurait plus de mouvements de gauche qui rejettent l'autorité ultime du régime parlementaire bourgeois.

La réémergence de l'anarchisme comme courant combatif, avec une influence croissante dans la jeunesse radicale, était un événement inattendu et insupportable pour les cercles dirigeants d'Europe de l'Ouest, tout particulièrement pour les sociaux-démocrates qui considéraient leur victoire politico-idéologique contre le communisme comme finale et irrévocable. A leurs yeux, l'existence même d'un mouve-

ment anarchiste combatif est un crime contre l'ordre naturel (c'est-à-dire bourgeois). Au niveau international ce sont des dirigeants sociaux-démocrates, comme le Premier ministre travailliste britannique Tony Blair, qui ont apporté le soutien le plus virulent à la répression de Gênes. Se faisant l'écho des assassins impérialistes, les organisateurs réformistes des manifestations «antimondialisation» du courant majoritaire ont accusé les flics de n'avoir pas été assez durs contre les manifestants «violents», ou ont calomnié les jeunes anarchistes en les traitant de «provocateurs».

Après Gênes, il y a maintenant une claire division entre la gauche et la droite – tracée dans le sang – au sein du mouvement «antimondialisation». Cette division ne porte pas fondamentalement sur les tactiques de protestation, ou sur l'opposition entre «violence» et «non-violence». Ce qui est en jeu, au fond, c'est la question de la légitimité «démocratique» des gouvernements capitalistes existants. Sur cette question, nous sommes avec les anarchistes contre

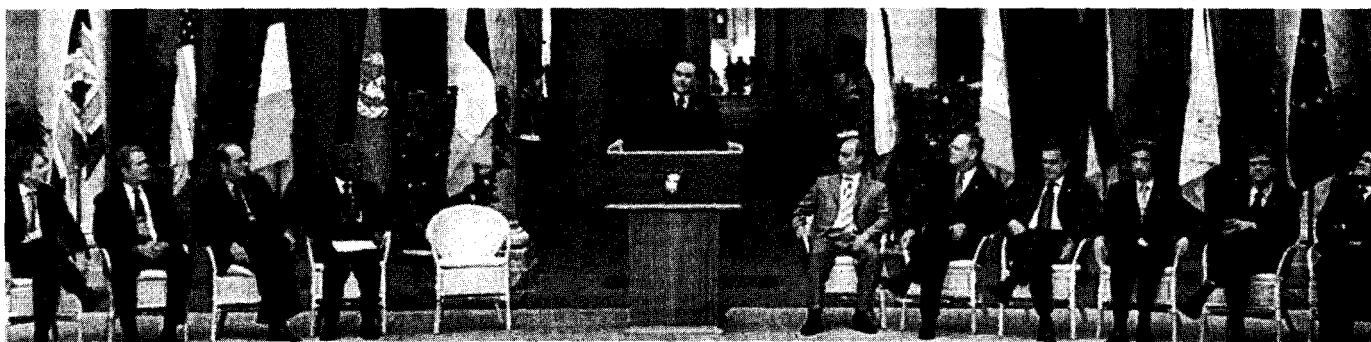


Spartacist Canada

Toronto, 21 juillet : les sections de la LCI ont pris part internationalement aux manifestations contre l'assassinat policier à Gênes de Carlo Giuliani qui avait 23 ans.

les sociaux-démocrates de gauche, y compris ceux qui à l'occasion se font passer pour marxistes ou trotskystes. Après avoir capitulé devant leurs propres bourgeoisies, depuis la guerre froide contre l'Union soviétique dans les années 1980 jusqu'à la guerre des Etats-Unis et de l'OTAN contre la Serbie en 1999, ces pseudo-marxistes ont choisi leur camp, celui de l'Etat capitaliste.

La question qui se pose aux nombreux jeunes radicalisés attirés par les manifestations «antimondialisation» de ces dernières années, c'est : comment changer le monde? Ces manifestations ont réussi à obliger les impérialistes à organiser leurs prochaines réunions dans des coins perdus isolés, mais cela n'entrave en rien le fonctionnement du système capitaliste. Pour en finir avec l'exploitation impérialiste, il faut une mobilisation politique du prolétariat, pour une révolution socialiste qui ira jusqu'au bout. Les gros cortèges ouvriers qui ont défilé dans les rues de Gênes en solidarité avec les jeunes anarchistes contre l'Etat, et aussi pour défendre les droits des immigrés, montrent le potentiel pour réaliser cette perspective révolutionnaire. Mais il faut combattre les obstacles sur cette voie : les bureaucraties syndicales et les partis politiques réformistes, qui gouvernement aujourd'hui de nombreux Etats capitalistes en Europe de l'Ouest, ainsi que la fausse conscience anti-prolétarienne de la jeunesse anarchiste.



Les chefs de gouvernement impérialistes se rassemblent dans un palais à Gênes pendant que les masses travailleuses sont confrontées à l'exploitation et à la pauvreté.

La Ligue communiste internationale lutte pour le communisme authentique des bolchéviks de Lénine et Trotsky. Nous avons une perspective prolétarienne, révolutionnaire et internationaliste. Nous savons que le conflit fondamental dans la société réside dans la lutte entre le travail et le capital. A cause de son rôle central dans la production, le prolétariat a la puissance sociale nécessaire pour renverser les exploiters capitalistes et tout leur système de racisme, de sexisme, d'exploitation de classe, d'oppression nationale et de guerre impérialiste. Le prolétariat a la puissance et l'intérêt de classe nécessaires pour créer une société basée sur la propriété collectivisée et une économie planifiée internationale rationnelle, un Etat ouvrier qui conduira à une société communiste sans classe et au dépérissement de l'Etat. Pour atteindre cet objectif, il faut construire un parti léniniste-trotskyiste égalitaire international. Nous luttons pour devenir le parti capable de diriger des révolutions socialistes internationales.

Défendre ce que le prolétariat a déjà arraché à la classe capitaliste fait partie intégrante de notre lutte. C'est pourquoi nous, trotskystes, avons combattu pour la défense militaire inconditionnelle de l'Union soviétique et des Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est contre les agressions impérialistes et la restauration capitaliste. En Allemagne de l'Est en 1989-1990, et ensuite en Union soviétique, nous avons lutté pour que les ouvriers se soulèvent dans une révolution politique pour défendre les formes de propriété collectivisées et remplacer les dirigeants staliniens traîtres par le pouvoir des conseils ouvriers. Cette perspective est aujourd'hui à l'ordre du jour de façon pressante en Chine, face à la multiplication des machinations militaires et des empiètements économiques impérialistes favorisés par les «réformes de marché» de la bureaucratie stalinienne.

Sans théorie révolutionnaire, il ne peut y avoir de mouvement révolutionnaire. Aujourd'hui il faut justifier les bases fondamentales du marxisme authentique face à l'opinion fautive et omniprésente qui assimile l'écroulement du stalinisme à un échec du communisme. Le régime stalinien n'était pas le communisme, mais sa perversion grotesque. La bureaucratie stalinienne, une caste parasitaire qui reposait sur l'Etat ouvrier comme une bureaucratie syndicale repose sur un syndicat, s'était développée dans l'Etat ouvrier soviétique dans un contexte d'arriération économique et d'isolement, dû à l'échec des efforts pour étendre la révolution aux pays capitalistes avancés. Les staliniens affirmaient qu'ils allaient construire le «socialisme dans un seul pays», chose impossible, comme l'expliquait Léon



Action Press

Trotsky (et avant lui Marx et Engels), car le socialisme ne peut exister qu'au niveau international. Le «socialisme dans un seul pays» était une justification pour trahir les révolutions dans les autres pays afin d'amadouer l'impérialisme mondial.

Aujourd'hui, le prolétariat a subi un recul dans le monde entier. Les impérialistes US, qui ne sont plus retenus par la puissance militaire soviétique, passent sur le corps de tout le monde. Les rivaux impérialistes de l'Amérique, notamment l'Allemagne et le Japon, qui ne sont plus soumis aux contraintes de l'unité antisoviétique de la guerre froide, suivent leurs propres appétits qui les poussent à contrôler les marchés mondiaux, et à projeter en même temps leur propre puissance militaire. Ces rivalités interimpérialistes préfigurent de futures guerres, ce qui, avec des armes nucléaires, menace d'anéantir la vie sur la planète. Arracher le pouvoir aux exploiters capitalistes est une tâche plus urgente que jamais.

Etat de siège à Gênes

Quand nos camarades sont arrivés à Gênes, le 18 juillet, ils ont trouvé une ville fantôme. Au centre, une «zone rouge» de quatre kilomètres de long était complètement encerclée par une barrière métallique de quatre mètres de haut. A l'intérieur de la zone rouge, la police fouillait en permanence les appartements et persécutait la population, dont une forte proportion d'immigrés. L'annonce de la découverte de lettres piégées et de tentatives d'attentats à la bombe a servi à alimenter une énorme campagne antiterroriste des médias bourgeois. En préparation des arrestations, un responsable anonyme de la police déclarait à *La Repubblica* que «la caserne de Bolzaneto a été transformée en «lager» [camp de concentration] par le Groupe opérationnel mobile (GOM) ; le GOM est une unité d'élite mise sur pied sous le gouver-

nement de front populaire, en 1997, et dirigée par un ancien chef des renseignements militaires. Il expliquait que les manifestants arrêtés «avaient eu la tête cognée contre le mur» et avaient été «tabassés quand ils refusaient de chanter "Faccetta Ner" [un hymne fasciste]». Les manifestants ont aussi été forcés de crier «Viva il Duce!»

Le 19 juillet, le premier des trois jours de manifestations de protestation, il y avait une grande manifestation antiraciste réunissant environ 50 000 personnes. Malgré l'absence de cortèges immigrés significatifs, par crainte de la répression, il y avait des cortèges des syndicats CGIL et COBAS. Le lendemain, la police abattait Carlo Giuliani alors qu'il résistait, avec d'autres, à une agression policière contre une manifestation appelée par les COBAS et qui devait coïncider avec une grève générale. Beaucoup de travailleurs considèrent que ce gouvernement est composé d'assassins. Un certain nombre d'ouvriers ont téléphoné à *Radio Popolare*, une radio de gauche de Milan, pour critiquer la «non-violence». L'un d'eux déclarait: «Je suis non violent. J'étais à Gênes et j'ai reçu une grenade lacrymogène tirée d'un hélicoptère de la police. Ma famille a été agressée. La prochaine fois, je me défendrai.»

Le 21 juillet, les travailleurs, ainsi que beaucoup de militants de RC, descendaient dans la rue en bravant les dirigeants réformistes traîtres et les appareils syndicaux dominés par DS. Des milliers de métallurgistes, membres de la FIOM affiliée à la CGIL mais aussi de la CISL et de l'UIL, des fédérations syndicales plus «modérées», se sont joints aux manifestants contre la police. Il y avait beaucoup de colère, et à chaque fois qu'un hélicoptère de la police survolait la foule, on entendait crier «Assassini, assassini!»

La police a attaqué le milieu de la manifestation, séparant les cortèges de RC et des syndicats, qui ont subi des charges violentes et un tir de barrage de lacrymogènes. Des manifestants qui cherchaient à se mettre à l'abri ou à retourner vers leurs cars étaient poursuivis par des escouades de policiers qui avaient manifestement pour ordre de blesser le plus de monde possible. Ainsi un jeune a été attrapé par les policiers, traîné à l'écart et tabassé. Il a fait ensuite une chute de trois mètres dans la rivière. Quand il a réussi à remonter, les policiers lui ont tiré à bout portant des grenades lacrymogènes; il n'a dû son salut qu'à l'intervention d'autres manifestants.



Cortège syndical des COBAS dans une manifestation à Gênes

Liberazione

Cette nuit-là, la police s'est déchaînée. Des policiers à cheval ont pénétré dans le Centre de convergence, sur la Piazzala Kennedy, tandis que d'autres flics, s'ouvrant le chemin à coups de matraques, faisaient irruption au Centre médias, le quartier général du Forum social de Gênes et du service d'informations sur Internet Indymedia. Ils y ont détruit ordinateurs et matériels, et confisqué les photographies et autres preuves des brutalités policières. Au même moment, des centaines de policiers encerclaient l'école Diaz et la Casa dei Popoli avant d'y pénétrer brutalement, tabassant jusqu'au sang les manifestants du GSF qui dormaient là. Des personnes étaient traînées à terre. *Il Manifesto* comparait ces scènes avec le Chili sous le règne de Pinochet. Sur 92 personnes arrêtées, 62 ont dû être hospitalisées. Les «Digos» (la police politique) ont perquisitionné aussi chez de nombreux manifestants pour confisquer les photographies et autres preuves de la violence policière. Même les locaux génois de *La Repubblica*, un des principaux journaux bourgeois, ont été perquisitionnés.

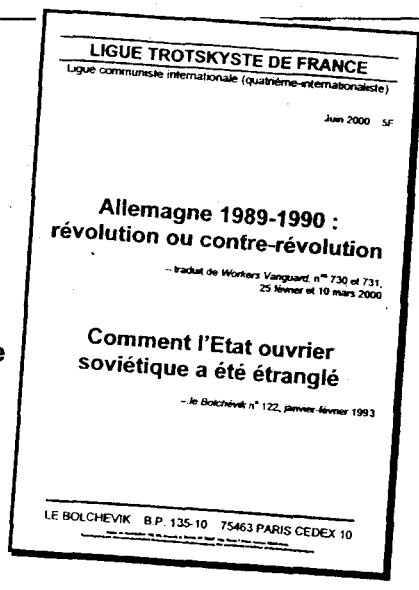
Mardi 24 juillet, il y a eu d'énormes manifestations, dans lesquelles les bannières de la FIOM et de la CGIL étaient omniprésentes: 40 000 personnes à Venise, 30 000 à Bologne, des milliers d'autres dans les villes et bourgades, du nord au sud du pays. A Rome 30 000 manifestants défilaient aux cris d'«Assassini!» A Milan au moins 50 000 manifestants réclamaient «Berlusconi, démission!» A Gênes, 10 000 personnes manifestaient avec une énorme banderole qui proclamait: «Vous croyez que vous l'avez tué, mais Carletto vit en nous.» A Brescia, les ouvriers de l'aciérie Stefana ont cessé le travail pendant deux heures pour protester contre l'arrestation d'un délégué syndical de la FIOM lors de la manifestation du samedi à Gênes.

Les luttes ouvrières vont vraisemblablement se multiplier en réponse aux attaques du gouvernement Berlusconi contre les retraites, l'éducation, le système de santé et le niveau de vie des travailleurs. Et il y a une énorme effervescence au sein de la gauche, avec beaucoup de jeunes radicalisés qui cherchent des réponses, et pas nécessairement du côté des partis réformistes traditionnels comme RC. On a ainsi vu à Milan dans le métro une jeune femme distribuer un tract qu'elle avait écrit pour faire connaître son témoignage sur l'agression policière. Ce tract se terminait ainsi: «Je com-

Allemagne 1989-1990 : révolution ou contre-révolution
-traduit de
Workers Vanguard
n° 730 et 731,
25 février et
10 mars 2000

Comment l'Etat ouvrier soviétique a été étranglé
-Le Bolchévik n° 122,
janvier-février 1993

5 FF



mence à penser que peut-être nous vivons dans une société qui n'est démocratique qu'en apparence, et qui est apparue sous son vrai visage à cette occasion. »

Une partie de la bourgeoisie s'inquiète qu'il n'y ait pas de force réformiste efficace avec l'influence nécessaire pour freiner et contrôler la classe ouvrière. Reflétant cette inquiétude, RC s'est ralliée à la défense de « la loi et l'ordre » bourgeois, tout en s'adressant aux jeunes manifestants ; elle écrivait dans *Liberazione* qu'« une nouvelle génération se construit une identité politique alternative : elle refuse l'ordre des choses existant et rêve d'un autre monde. C'est la raison pour laquelle elle se fait attaquer avec une violence sauvage. »

Beaucoup de manifestants ont tendance à voir là brutalité des flics comme la preuve d'un tournant vers un Etat policier, et réclament la démission du gouvernement Berlusconi. La présence dans le gouvernement de l'Alliance nationale, l'organisation fasciste de Gianfranco Fini, et des racistes de la Ligue du Nord d'Umberto Bossi, a sûrement encouragé les flics, dont beaucoup sont d'authentiques fascistes. Mais quand les dirigeants réformistes traîtres dénoncent ce gouvernement parlementaire de droite comme fasciste, c'est pour susciter le soutien à un nouveau front populaire pour « battre la droite ». En fait, le genre de répression brutale qu'on a vue à Gênes fait partie du fonctionnement normal de la « démocratie » capitaliste. Dans les années qui ont suivi les soulèvements révolutionnaires de l'« automne chaud » de 1969, les flics ont assassiné plusieurs étudiants de gauche. De la même manière que DS et RC vocifèrent aujourd'hui contre les « anarchistes », leurs prédécesseurs dans le Parti communiste de l'époque cherchaient à isoler une « frange violente », aidant ainsi à restaurer l'ordre bourgeois.

Les dirigeants réformistes traîtres ont utilisé la vague de luttes ouvrières qui a provoqué la chute du précédent gouvernement Berlusconi, en 1994, pour mettre en selle une série de gouvernements de front populaire, généralement soutenus par RC, qui rassemblaient la DS de D'Alema et des forces ouvertement bourgeoises. Cette cabale sanglante de pseudo-« socialistes » et d'ex-« communistes » a présidé à la participation italienne à la guerre des Balkans, menée en 1999 sous l'égide des Etats-Unis. Et c'est le précédent gouvernement, dominé par DS, qui avait organisé les préparatifs du sommet de Gênes.

Le soutien à RC, considéré comme un « moindre mal », est très visible aussi au sein des syndicats COBAS, influencés par le courant syndicaliste. Ce n'est pas surprenant. Le dirigeant des COBAS Pietro Falanga s'est fait l'écho des réformistes en insinuant que les anarchistes du Black Block étaient un instrument des flics. RC applaudit les flics « progressistes » qui dénoncent les agissements du gouvernement à Gênes, et un des syndicats des COBAS recrute parmi les flics municipaux et organise aussi les gardiens de prison. En accueillant les nervis soudoyés de l'ennemi de classe dans les rangs du mouvement syndical, les dirigeants des COBAS démontrent leur propre confiance dans l'Etat capitaliste.

Ce qu'il faut, c'est une nouvelle direction de la classe ouvrière, une direction révolutionnaire qui soit le tribunal du peuple et qui lutte pour tous les opprimés. Il faut rompre avec la politique de collaboration de classes colportée par ceux qui, au nom du « moindre mal », subordonnent les intérêts vitaux du prolétariat à ceux de ses exploiters et oppresseurs capitalistes. Il faut forger un parti ouvrier ré-

volutionnaire qui lutte pour établir un gouvernement ouvrier, au terme d'une révolution socialiste contre le système capitaliste tout entier.

Les mouchards « de gauche » de la bourgeoisie mondiale

Au lendemain des événements de Gênes, il y a eu dans le monde entier un véritable tollé – non pas contre la violence évidente, omniprésente et meurtrière des flics, mais contre la « violence » des manifestants anarchistes et ceux appartenant à d'autres courants de la gauche. En route pour Gênes, le Britannique Blair demandait à Berlusconi et aux autres dirigeants capitalistes « d'être beaucoup plus musclés » dans la répression des manifestants, tandis que le social-démocrate allemand Gerhard Schröder réclamait à cor et à cri qu'on réponde « de façon décisive et avec toute la force nécessaire » aux manifestations « violentes ». Dansant littéralement sur la tombe de Carlo Giuliani, Blair fustigeait quiconque critiquait « les autorités italiennes qui ont travaillé pour garantir une sécurité appropriée pour le sommet », tandis que son ministre Peter Hain, ancien manifestant « pacifiste », dénonçait les « manifestants encagoulés venus là fondamentalement pour saccager et fracasser des crânes ».

Dans le monde entier, les sections de la LCI ont participé à des manifestations contre la répression sanglante à Gênes et en solidarité avec les jeunes anarchistes attaqués, ou ont elles-mêmes été à l'initiative de telles manifestations. Une grande partie de la « gauche », prenant modèle sur les sociaux-démocrates qu'elle a contribué à installer au pouvoir, a craché même sur l'expression la plus élémentaire de solidarité avec les jeunes de gauche contre l'Etat capitaliste, et s'est jointe aux attaques croissantes contre les anarchistes du Black Block. En Grande-Bretagne, les cliffistes du Socialist Workers Party (SWP) ont dénoncé les actions du Black Block comme « très différentes de celles de gens qui se défendent contre des attaques de la police » (*Socialist Worker*, 28 juillet). Dans un autre article publié dans le même numéro, Chris Harman, un des pontes du SWP, citait avec approbation un manifestant de Gênes qui déclarait : « La police aurait pu choisir de s'occuper de l'infiltration des anarchistes. »

Cette ligne méprisable a été reprise par le groupe français ATTAC, qui inclut les cliffistes et des membres de la

Marxisme
contre
Anarchisme
De 1848 à la
Révolution bolchévique

Collection d'articles du
Bolchévik consacrés à
l'anarchisme

20 F
(7 numéros)

- Les origines de l'anarchisme
- Mikhaïl Bakounine : le fondateur de l'anarchisme
- La bataille dans la Première internationale
- Anarchisme et syndicalisme à la veille de la Première Guerre mondiale
- Les syndicalistes
- 1914-1918 : La guerre impérialiste et le réalignement de la gauche
- L'Octobre rouge et la création de l'Internationale communiste

Commande : LB, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Ligue communiste révolutionnaire (LCR) d'Alain Krivine, section française du Secrétariat unifié (SU). Une déclaration d'ATTAC publiée le 20 juillet critiquait la police italienne parce qu'elle « a délibérément fermé les yeux sur la préparation et l'armement de quelques centaines d'éléments provocateurs, dits du Black Block ». En Allemagne, Angela Klein, une des dirigeantes du comité de rédaction du journal *SoZ*, lié au SU, reproduisait avec approbation dans son article de *Junge Welt* (23 juillet) cette déclaration haineuse : « Le noir de ce Black Block était le noir des fascistes, pas le noir des anarchistes. »

En tant qu'organisateur du mouvement « antimondialisation » attaqué par les gouvernements qu'ils soutiennent, ces groupes essaient de ménager la chèvre et le chou. Mais même quand ils dénoncent la violence policière, c'est du point de vue du renforcement des prétentions « démocratiques » de leurs gouvernements impérialistes. Dans une déclaration publiée le 20 juillet sur son site web, le groupe Globalise Resistance en Grande-Bretagne, dominé par les cliffistes, affirmait : « Nous appelons Tony Blair, et les autres dirigeants politiques, à condamner ce meurtre. » La LCR a même fait appel à Berlusconi, Fini et Cie, en déclarant dans un tract cosigné avec les anarchistes d'Alternative Libertaire et d'autres groupes : « Nous demandons au gouvernement italien de condamner publiquement les méthodes employées par les forces de l'ordre. »

Les appétits opportunistes conflictuels qui animent le SU et les cliffistes se sont manifestés de la manière la plus évidente chez les centristes de droite du groupe britannique Workers Power (WP) et sa Ligue pour une Internationale communiste révolutionnaire (LICR). Une déclaration publiée sur le site web de WP/LICR le 23 juillet s'intitulait « Après la répression de Gênes, se tourner vers la classe ouvrière ». Dans la bouche de WP, cela signifie faire rentrer la jeunesse anarchiste combative au bercail social-démocrate et dans des blocs parlementaristes travaillistes « de gauche » comme la Socialist Alliance, que WP a contribué à construire lors des récentes élections britanniques. Ainsi, la déclaration de WP/LICR appelle à un parti révolutionnaire « libéré de toute la fange du stalinisme » mais ne dit pas un mot sur la « fange » travailliste dans laquelle WP se vautre.

Pour préserver sa réputation aux yeux des sociaux-démocrates, WP prend soin de déclarer que « nous avons organisé une désobéissance civile non violente » et d'attaquer le Black Block pour « l'activité futile qui consiste à casser des biens matériels ». La déclaration dénonçait cependant « ceux dans le mouvement qui ont focalisé leurs condamnations sur le "black block" ». Mais dans une nouvelle version de cette déclaration, diffusée à la manifestation londonienne du 28 juillet, WP avait expurgé même cette tiède expression de solidarité avec les anarchistes combattifs attaqués par l'ordre capitaliste international tout entier. WP, qui se retrouve aligné derrière le reste de la clique « antimondialisation » blairiste, joint maintenant sa voix aux dénonciations contre le Black Block en l'accusant d'être « infiltré par la police qui l'utilise comme prétexte pour la répression policière ».

Que la police infiltre des provocateurs dans le mouvement ouvrier et les manifestations de gauche, c'est une évidence pour quiconque est familier avec le fonctionnement de l'Etat capitaliste, et il y a des indices certains que des flics en civil, et les fascistes, ont perpétré des provocations à Gênes. Mais pour les pseudo-marxistes, tout affront à la légitimité de la « démocratie » parlementaire est consi-

dérée comme une provocation. Comme le notait le dirigeant bolchévique V.I. Lénine dans *l'Etat et la révolution* :

« Les opportunistes de la social-démocratie contemporaine ont accepté les formes politiques bourgeoises de l'Etat démocratique parlementaire comme une limite que l'on ne saurait franchir et ils se sont fendu le front à se prosterner devant ce "modèle", en taxant d'anarchisme toute tentative de briser ces formes. »

Pour notre déclaration sans ambiguïté en défense des anarchistes contre la répression d'Etat, nos camarades ont été semblablement dénoncés à Gênes comme des « provocateurs » par les bureaucrates syndicaux sociaux-démocrates. Et un de nos camarades a été attaqué comme « provocateur » lors d'une manifestation le 28 juillet à Berlin pour avoir dénoncé un orateur des Verts, les partenaires de la coalition de Schröder, comme un représentant de l'Etat impérialiste allemand.

Anarchisme contre bolchévisme

La déclaration publiée le 21 juillet par des « activistes du Black Block » contraste agréablement avec la prosternation des pseudo-marxistes devant l'impérialisme « démocratique ». Cette déclaration proclame :

« Jour après jour, l'ordre mondial capitaliste produit toute une gamme de violences. Pauvreté, faim, expulsions, exclusion, la mort de millions de personnes et la destruction des espaces vitaux fait partie de leur politique.

« C'est exactement ce que nous rejetons.

« Briser les vitrines des banques et des sociétés multinationales sont des actions symboliques. Cependant, nous ne sommes pas d'accord avec la destruction et le pillage de petits magasins et d'automobiles. Ce n'est pas notre politique [...].

« Nous sommes en colère et attristés après le meurtre de Carlo

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE
Ligue communiste internationale
(quatrième internationale)

10FF
(36 pages)

Commande :
Le Bolchévik
B.P. 135-10
75463 Paris cedex 10

Pour la révolution politique!
*Les Etats ouvriers déformés
et la théorie marxiste.
(Chine, Cuba, Indochine...)*

Cette brochure,
publiée pour la
première fois en 1978,
documente le développement
de notre conception de Cuba comme
Etat ouvrier déformé. Elle contient aussi
notamment un discours du dirigeant
trotskyte américain James P. Cannon,
« Nous sommes le parti de la Révolution russe »,
prononcé en octobre 1939 pour soutenir la position
trotskyte de défense militaire inconditionnelle de
l'URSS, contre Max Shachtman.

LE BOLCHÉVIK, B.P. 135-10
75463 PARIS CEDEX 10
Prix: 10FF

Giuliani. Transformons notre peine en colère et en résistance.»

Ce genre de militants sont animés par la rage contre la machine à tuer capitaliste. Mais briser les symboles de la puissance impérialiste ne constitue pas une stratégie de résistance, et encore moins une lutte révolutionnaire, contre l'ordre bourgeois. Ce qu'il faut, c'est **arracher** les moyens de production à la bourgeoisie, pour renverser le capitalisme et le remplacer par un pouvoir ouvrier mondial. La colère personnelle n'est pas un substitut à un mouvement de masse centré sur la puissance de la classe ouvrière, qui seule a la puissance sociale nécessaire pour conduire tous les opprimés dans une attaque révolutionnaire contre l'ordre capitaliste. Beaucoup de jeunes radicalisés ne voient pas le prolétariat comme un moteur de la révolution sociale parce qu'ils tirent un trait d'égalité entre les organisations ouvrières et les dirigeants traîtres qui ont intérêt à préserver le système capitaliste. Nous cherchons à exacerber les contradictions entre les aspirations des ouvriers à la base et la politique procapitaliste des directions, afin d'arracher les travailleurs au réformisme et de les gagner à une perspective révolutionnaire.

Parmi ceux qui se disent «anarchistes», on trouve aussi bien des militants subjectivement révolutionnaires qui se solidarisent avec le prolétariat que des nervis petits-bourgeois d'extrême droite qui haïssent la classe ouvrière et agressent les communistes. Au fond, l'anarchisme est une forme d'idéalisme radical-démocratique qui combine la combativité et l'aventurisme avec le libéralisme bourgeois. Rejetant l'Etat en général – et l'établissement de la dictature du prolétariat par la classe ouvrière révolutionnaire en particulier – les anarchistes sont conduits à s'agenouiller devant l'Etat bourgeois existant. Pendant la guerre civile espagnole, des anarchistes sont devenus ministres dans le gouvernement de front populaire qui a désarmé et réprimé les luttes des ouvriers armés contre le capitalisme, ouvrant ainsi la voie à des décennies de dictature de Franco. Aujourd'hui en Italie, les anarchistes «officiels» de la revue *A* se sont précipités pour assurer la bourgeoisie de leur hostilité aux manifestants «violents» de Gênes: «Nous croyons que la violence et le terrorisme indiscriminés (même psychologiques) sont des outils du pouvoir, pas de ceux qui veulent réaliser sans coercition une transformation sociale profonde de nature libertaire [...]. Ceux qui envoient des bombes, qui dévastent une ville avec l'aide et la complicité

de la police [...] n'ont rien à voir avec nous.»

Pour ceux qui cherchent vraiment à renverser la bourgeoisie, l'attrance pour l'anarchisme est un rejet sain du réformisme parlementaire des sociaux-démocrates, des ex-staliniens et de la pseudo-gauche, qui soutiennent et préservent l'ordre capitaliste. Dans *la Maladie infantile du communisme (le «gauchisme»)*, qui avait pour but de gagner les meilleurs des anarchistes et des syndicalistes de son temps au bolchévisme, Lénine remarquait que «l'anarchisme a été souvent une sorte de châtiment pour les déviations opportunistes du mouvement ouvrier». La Révolution russe a redéfini la gauche au niveau international, et sa destruction finale a un impact similaire, en sens inverse.

L'état de siège meurtrier à Gênes est la marque d'un système économique qui est devenu un obstacle au progrès technologique et social. Les dirigeants du capitalisme international réunis là-bas président à un mode de production anarchique qui s'enfonce maintenant rapidement dans une récession mondiale. Derrière les déclarations communes stéréotypées, il y a des intrigues byzantines pour défendre les intérêts de leurs bourgeoisies respectives, face à la chute des profits et à une concurrence accrue. Dans un tract sur l'appel à la grève générale des COBAS à la veille des manifestations de Gênes, la LTd'I déclarait:

«Beaucoup, dans le mouvement antimondialisation, voient l'ennemi dans les «transnationales» ou dans les institutions financières internationales comme le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, etc. En tant que marxistes révolutionnaires, nous savons que l'ennemi principal est dans notre propre pays! Pour les travailleurs et les opprimés italiens, ce sont les capitalistes italiens, leur Etat, leurs flics, leur armée, leurs tribunaux et leurs prisons. Ils doivent être désarmés, renversés et expropriés. Nous luttons pour un système où ceux qui travaillent gouvernent, un système qui ne sera pas basé sur le parlementarisme bourgeois mais sur des formes de pouvoir prolétarien, comme les soviets russes en 1917, et où les moyens de production seront utilisés dans l'intérêt de tous pour construire une société socialiste égalitaire à l'échelle internationale [...]. «Pour que les travailleurs, luttant à la tête de tous les opprimés, l'emportent et mettent à bas le système capitaliste pourri, nous avons besoin d'une direction révolutionnaire, qui lutte de façon inconciliable contre la collaboration de classes avec la bourgeoisie et ses gouvernements. La LCI lutte pour construire un tel parti ouvrier révolutionnaire multiethnique, qui luttera pour le pouvoir ouvrier dans le monde entier. Rejoignez-nous!» ■

Campagne « sécuritaire »...

Suite de la page 3

bureaucraties syndicales les jeunes et les immigrés, et en même temps refuse de mobiliser les ouvriers «blancs», «français», contre la terreur raciste. Ils se sont souvent retrouvés à la traîne de mesures racistes de l'Etat capitaliste; par exemple en 1992 ils avaient participé à l'expulsion d'une fille musulmane qui portait le foulard à Villeneuve-la-Garenne (voir *Lutte Ouvrière*, 27 novembre 1992) en invoquant le spectre de l'«intégrisme islamique».

Face à la terreur des flics et au racisme quotidien, les soulèvements dans les banlieues contre les flics et les attaques contre les commissariats augmentent. Il y a aussi du mécontentement dans les prisons contre les conditions épouvantables dans le système d'injustice français. Le 30 juillet un soulèvement dans la prison de Grasse a été écrasé par plus de 200 CRS et GIPN; les prisonniers protestaient

contre le soi-disant «suicide» en détention provisoire d'un jeune Maghrébin âgé de 17 ans. Ces rébellions sont courageuses et désespérées face à l'Etat capitaliste, mais les chômeurs et les prisonniers ne peuvent pas jouer un rôle révolutionnaire. Seule la classe ouvrière peut en finir avec le racisme, le chômage et les prisons qui font partie intégrante du système capitaliste. C'est la seule classe qui a la puissance sociale pour faire une révolution socialiste et construire une nouvelle société égalitaire sur la base de la propriété collectivisée. Les chômeurs et les opprimés marginalisés doivent être liés aux travailleurs à travers un parti révolutionnaire d'avant-garde, multiethnique et internationaliste. Les travailleurs d'origine immigrée jouent un rôle crucial pour cette perspective car ils sont davantage liés aux chômeurs et aux marginaux dans les banlieues, et ils ont des liens avec le prolétariat en Afrique et ailleurs. Pour des révolutions socialistes, de la France à l'Algérie, aux USA et à l'Afrique du Sud! ■

Renversez les assassins impérialistes – Pour un gouvernement ouvrier mondial !

Du sang et des balles à Gênes



Reuters



AP

Le 20 juillet à Gênes, la police spéciale charge près du corps de Carlo Giuliani. Le meurtre a déclenché des protestations de masse, dont une manifestation de 30 000 personnes à Rome le 24 juillet (à droite).

L'article ci-dessous est basé sur les témoignages de nos camarades de la Lega Trotskista d'Italia (LTd'I).

* * *

Milan, 30 juillet – Pendant que les dirigeants impérialistes se réunissaient dans un cadre somptueux pour le sommet du Groupe des 8 (G8) à Gênes, le reste de la ville était soumis à la plus importante concentration de forces de « sécurité » en Italie depuis la chute du régime fasciste de Mussolini et la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Les flics ont tué de sang froid au moins un jeune manifestant, le 20 juillet, et ont brutalement agressé des milliers d'autres, à plusieurs reprises. Le samedi 21 juillet, après la fin des manifestations « antimondialisation » à Gênes, la police a fait des descentes rappelant la Gestapo, en pleine nuit, contre plusieurs quartiers généraux des manifestants, dont le Forum social de Gênes (GSF), matraquant les manifestants endormis et maculant de sang le sol et les murs.

Au moins 49 personnes sont toujours détenues. Des centaines d'autres ont été torturées par des flics qui hurlaient des slogans fascistes, tandis que pendant plusieurs jours la police écumaient les hôpitaux pour arrêter les blessés. Des témoignages faisant état d'un deuxième manifestant tué par

les flics, une jeune femme, ont été rapidement étouffés par les médias bourgeois. Mais avec des dizaines de personnes « portées disparues », il n'y a aucun moyen de savoir le nombre réel de manifestants morts. Le journal *Il Manifesto* (25 juillet) rapportait qu'un médecin avait déclaré à des députés de Rifondazione Comunista (RC) qu'une jeune femme du nom de Lisa avait été tuée. Il rapportait également que dans la prison d'Alessandria un manifestant avait « vu une femme être touchée à la gorge par une grenade lacrymogène, tomber à terre et se faire heurter par une jeep de la police », et il ajoutait qu'il était « sûr qu'elle était morte ». Un article ultérieur expliquait que 18 des « disparus » pourraient être toujours détenus dans des casernes de la police, parce que « les marques de tabassage qu'ils avaient sur le corps étaient trop graves et trop visibles » pour qu'on les laisse voir (*Il Manifesto*, 28 juillet).

L'indignation provoquée par cette répression policière massive à Gênes a créé une polarisation aiguë au sein de la société italienne. Le lendemain du meurtre de Carlo Giuliani, un manifestant de 23 ans qui était le fils d'un responsable de la fédération syndicale CGIL, une manifestation dont les organisateurs attendaient qu'elle réunisse 100 000

Suite page 18

**Page 4 ... Forum « Gênes » à la fête de l'Huma :
les trotskystes démasquent la social-démocratie**